

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
**LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA
 SUPERVISE EN 3^E RÉGION MILITAIRE UN EXERCICE
 TACTIQUE AVEC MUNITIONS RÉELLES**

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a supervisé, mercredi, en 3^e Région militaire, l'exécution d'un exercice tactique interforces avec munitions réelles "Fakhr 2026", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.



P.16

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Jeudi 26 Dhou El-Qi'da 1447 - 14 Mai 2026 - N° 1306 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

LU DANS L'ÉDITO DE LA
 REVUE EL DJEÏCH DU MOIS
 DE MAI

**L'ALGÉRIE NOUVELLE NE
 CESSE DE CUMULER LES
 SUCCÈS DANS LA
 BATAILLE DU
 DÉVELOPPEMENT
 NATIONAL**

La revue El Djeïch a mis en avant, dans son éditorial du mois de mai courant, les succès réalisés



par l'Algérie nouvelle, particulièrement dans la bataille du développement national ainsi que dans l'acquisition de la confiance des Algériens, soulignant que la préservation de ces acquis nécessite la conjugaison des efforts de tous les Algériens et leur ralliement autour de l'intérêt suprême de la patrie.

P.16

HAÏTI, LE CHAOS

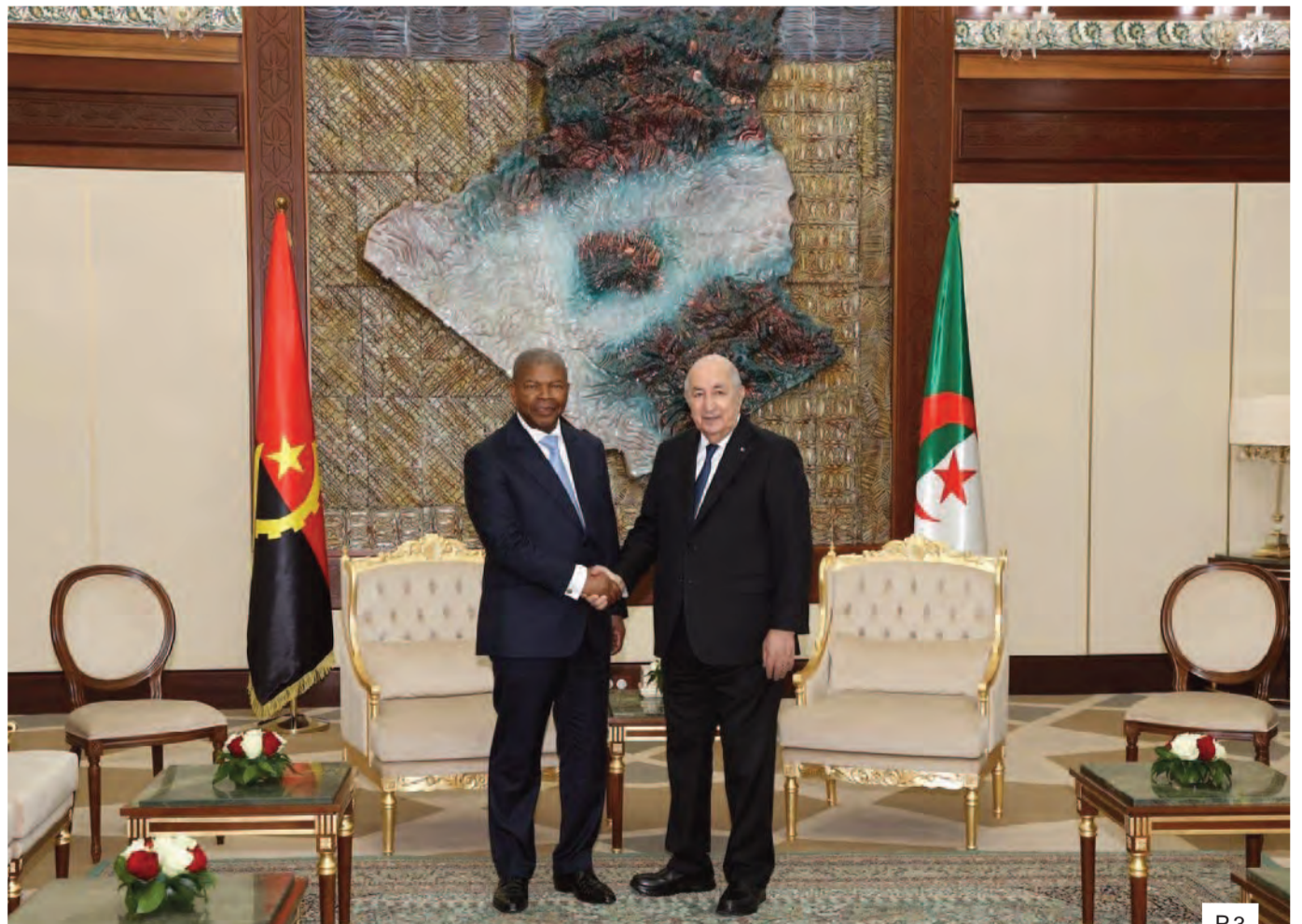
**RACINES
 HISTORIQUES D'UN
 EFFONDREMENT
 DURABLE**

Pour exploiter l'or de ce pays, les Espagnols ont soumis les populations locales à des travaux forcés, provoquant la décimation presque totale d'une grande partie des Taïnos, habitants autochtones de l'île.

P.7

ALGÉRIE-ANGOLA

VOLONTÉ COMMUNE DE RENFORCER LES RELATIONS HISTORIQUES DE FRATERNITÉ, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN



P.3

La visite d'Etat effectuée en Algérie par le président de l'Angola, M. Joao Manuel Gonçalves Lourenço, à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a traduit la volonté commune des deux pays de renforcer leurs relations historiques de fraternité, de solidarité et de soutien mutuel, indique mercredi un communiqué conjoint rendu public à l'issue de cette visite.

COMMÉMORATION DU 19 MAI 1956

QUAND LES ÉTUDIANTS ALGÉRIENS REJOIGNAIENT LA PLUS GRANDE DES RÉVOLUTIONS DU 20^E SIÈCLE

À l'occasion du 70^e anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant, célébrant la grève historique du 19 mai 1956, l'Association Mechâal Echahid, en coordination avec le journal El Moudjahid, a organisé une rencontre commémorative consacrée au rôle des étudiants algériens dans la guerre de Libération nationale. Plusieurs anciens étudiants moudjahidine y ont livré des témoignages émouvants sur leur engagement au sein de la Révolution et sur les sacrifices consentis par toute une génération pour l'indépendance du pays.

P.2

COMMÉMORATION DU 19 MAI 1956

QUAND LES ÉTUDIANTS ALGÉRIENS REJOIGNAIENT LA PLUS GRANDE DES RÉVOLUTIONS DU 20^E SIÈCLE

A l'occasion du 70^e anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant, célébrant la grève historique du 19 mai 1956, l'Association Mechâal Echahid, en coordination avec le journal El Moudjahid, a organisé une rencontre commémorative consacrée au rôle des étudiants algériens dans la guerre de Libération nationale. Plusieurs anciens étudiants moudjahidine y ont livré des témoignages émouvants sur leur engagement au sein de la Révolution et sur les sacrifices consentis par toute une génération pour l'indépendance du pays.

Par Ikram Haou

Le moudjahid Ibrahim Hasbellaoui a expliqué que les premières campagnes de sensibilisation menées dans les écoles et les universités ont réellement débuté au début de l'année 1955, après la libération d'Abbane Ramdane. Ces actions touchaient les lycées de Ben Aknoun, El Harrach, Miliana, Blida ainsi que d'autres établissements à travers le pays. Selon lui, Abbane Ramdane avait notamment pour mission de structurer le mouvement étudiant à travers la création d'associations dans les lycées, parmi lesquelles celle dirigée par Abdelrahmane Kiouane.

C'est dans ce contexte qu'est née l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA). Officiellement présentée comme une organisation culturelle et parascolaire, elle servait en réalité à sensibiliser les étudiants à la cause nationale et à les mobiliser pour soutenir la Révolution du 1^{er} Novembre 1954. Beaucoup furent ainsi encouragés à rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale.

La mobilisation des étudiants fut particulièrement importante à Alger, où les jeunes défilaient en chantant des hymnes patriotiques. Parmi les étudiants engagés dans cette grève figuraient, pour la Kabylie, Mohamed Lounis, Omar Ouchiche, Ali et Mohamed Laomraoui ainsi que Laaboud Hassan. Pour Alger, Amara Rachid, Sassi Boulfâa, Boudissa, Balou Hmimid et les étudiantes Meriem Ben Mihoub, Safia Baaziz et Fadhila y avaient également pris part. Dans l'Ouest algérien, Ahmed Daoudi et Zoulikha Ben Guezoul furent aussi mobilisés, tandis que dans le Sahara, Saber Moustafa figurait parmi les participants.

Ibrahim Hasbellaoui a également rappelé les paroles adressées aux étudiants par Larbi Ben M'hidi : « Vous êtes maintenant des hommes parmi les hommes. Vous aurez peut-être de lourdes respon-



sabilités à assumer, et ayez le courage de le faire. Écoutez le peuple dans ces moments difficiles, c'est sa lutte. » Le moudjahid a évoqué avec émotion les souffrances endurées par les étudiants, les nombreux martyrs tombés sous leurs yeux et les crimes commis par le colonisateur, notamment l'usage de gaz toxiques contre les combattants.

Après le Congrès de la Soummam, beaucoup d'étudiants se virent confier des missions correspondant à leur niveau d'instruction. Plusieurs devinrent officiers politiques chargés d'expliquer la situation algérienne à l'opinion publique nationale et internationale. D'autres s'occupèrent de la coordination, du renseignement ou de la gestion matérielle.

Le moudjahid Abdelrazak Khachna, ancien élève du lycée de Blida, a raconté comment il avait rejoint la grève alors qu'il était encore très jeune. Un jour, son enseignant lui demanda de sortir de la

classe. Il découvrit alors un rassemblement d'élèves de terminale qui participaient au mouvement. Malgré leur hésitation à l'intégrer en raison de son âge, il insista pour prendre part à la mobilisation. Plus tard, après avoir caché un moudjahid armé chez lui, il accompagna celui-ci au maquis et rejoignit à son tour les combattants de la Révolution. Arrêté puis emprisonné durant trois ans, il fut ensuite condamné à mort avant de rester au maquis jusqu'à l'indépendance. Après 1962, il poursuivit ses études et occupa plusieurs postes de directeur d'hôpital en Algérie.

D'autres témoignages ont mis en lumière les difficultés vécues par les étudiants engagés dans le mouvement national. Hassan Amrouche, du lycée de Tizi Ouzou, a rappelé les attentats et les violences qui visaient les étudiants et coûtaient la vie à de nombreux jeunes militants. Belkacem Metidji, ancien élève

d'un lycée de Médéa, a indiqué avoir suivi une formation accélérée en soins infirmiers avec le docteur Yahia Fares après avoir rejoint la Révolution. Selon lui, de nombreux étudiants occupaient aussi les fonctions de commissaires politiques chargés de collecter les cotisations et le matériel militaire. Plus de 60 étudiants de cette région sont tombés en martyrs.

Il a précisé qu'à l'époque, l'accès au maquis était strictement encadré et reposait avant tout sur la confiance accordée aux recrues. Lui-même rejoignit le maquis en 1958 à seulement 16 ans. Dans la seule région de Berrouaghia, près de 400 étudiants et étudiantes étaient organisés au sein du mouvement révolutionnaire. Lors d'un affrontement, 27 étudiants, dont plusieurs jeunes filles, tombèrent en martyrs. Arrêté par la suite, il demeura détenu au camp de Morand jusqu'à ce qu'il cesse le feu avant de reprendre ses études après l'indépendance.

La moudjahida Saliha Djelfal a, quant à elle, insisté sur le rôle majeur joué par les étudiantes et les lycéennes durant cette période. Elle a rappelé que les élèves des lycées étaient plus nombreux que les universitaires dans les rangs de la Révolution. Elle a notamment rendu hommage à plusieurs jeunes martyrs, parmi lesquelles Malika Kharchi, âgée de 17 ans, tombée alors qu'elle récupérait l'arme de son frère martyr. Elle a également évoqué Ziza Masika, responsable d'un poste de soins bombardé par l'armée coloniale, tuée alors qu'elle tentait de sauver un blessé, ainsi que Meriem Boutoura, infirmière puis fidaïa dans la wilaya de Constantine, tombée les armes à la main face au colonisateur.

La rencontre s'est déroulée en présence de nombreux moudjahidine, responsables et invités, parmi lesquels la présidente d'une association et fille de l'un des fondateurs du journal El Moudjahid, honorée à cette occasion.

I.H

COMMERCE INTERNATIONAL

PARTICIPATION DE 14 ENTREPRISES ALGÉRIENNES AU TUTTOFOOD À MILAN

Quatorze (14) entreprises algériennes opérant dans la production et l'exportation de produits alimentaires et agricoles prennent part au Salon international de l'alimentation (TuttoFood), qui se tient du 11 au 14 mai à Milan (Italie), indique, mercredi, un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

Le pavillon algérien comprend une variété de produits nationaux, dont les

fruits et légumes, les dattes et leurs dérivés, l'huile d'olive, les boissons, et d'autres produits alimentaires, dans le cadre de la promotion de la production nationale dans les marchés extérieurs, précise le communiqué.

La participation algérienne a pour objectifs la mise en valeur de la qualité des produits et le respect des normes internationales en matière de production et d'emballage, ainsi que l'exposition des capacités des entre-

prises nationales dans les domaines de l'exportation et de l'innovation dans l'emballage, ajoute la même source.

Le pavillon algérien connaît une grande affluence des visiteurs, des professionnels, et des importateurs, mais aussi la tenue de rencontres professionnelles et l'établissement de contacts commerciaux avec des opérateurs économiques de plusieurs pays pour examiner les opportunités de partenariat et élargir les exporta-

tions des produits algériens vers les marchés européens et internationaux, note le communiqué.

Cette participation s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la présence des produits algériens aux manifestations économiques internationales, et à soutenir la diversification des exportations hors hydrocarbures, conclut le communiqué.

RE

INITIATIVES DE JEUNES

APPROBATION DU FINANCEMENT DE 100 PROJETS D'ASSOCIATIONS DE JEUNES AU TITRE DE L'ANNÉE 2026

Le ministère de la Jeunesse a annoncé, mercredi dans un communiqué, l'approbation du financement des projets de 100 associations de jeunes à travers le territoire national au titre de l'année 2026.

"Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur visant à promouvoir le partenariat avec le mouvement associatif de jeunes, à renforcer la gouvernance et l'efficacité dans la gestion des associations, à

consacrer l'approche participative, et à soutenir le réseautage et les capacités des associations de jeunes, le financement des projets de 100 associations de jeunes au niveau national a été approuvé durant l'année 2026", précise le communiqué.

Il s'agit, en outre, de "l'adoption du principe de participation à travers l'obligation faite à chaque association bénéficiaire du financement, d'associer une ou plusieurs autres associa-

tions au même projet, contribuant ainsi à élargir le champ d'action sur le terrain et à renforcer l'impact", selon la même source.

Dans ce cadre, "160 autres associations ont été enregistrées dans le cadre de l'approche participative, dont 30 associations nationales, 80 associations de wilaya et 50 associations communales". Ces statistiques reflètent l'orientation du secteur vers "la consolidation de l'action participative,

l'amélioration de la gouvernance associative et le renforcement de l'efficacité des programmes destinés aux jeunes", ajoute le document.

La liste des associations de jeunes bénéficiaires du financement de leurs projets au titre de l'année en cours sera dévoilée ultérieurement, conclut le communiqué. (APS) 58801/331/59296

RE

ALGÉRIE-ANGOLA

VOLONTÉ COMMUNE DE RENFORCER LES RELATIONS HISTORIQUES DE FRATERNITÉ, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN

La visite d'Etat effectuée en Algérie par le président de l'Angola, M. Joao Manuel Gonçalves Lourenço, à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a traduit la volonté commune des deux pays de renforcer leurs relations historiques de fraternité, de solidarité et de soutien mutuel, indique mercredi un communiqué conjoint rendu public à l'issue de cette visite, dont voici le texte intégral :

"A l'invitation de Son Excellence Abdelmadjid Tebboune, Président de la République algérienne démocratique et populaire, Son Excellence Joao Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, a effectué une visite d'Etat en Algérie du 11 au 13 mai 2026.

Son Excellence Joao Manuel Gonçalves Lourenço était accompagné de Son Excellence Madame Ana Dias Lourenço, Première Dame de la République d'Angola, ainsi que d'une importante délégation incluant des ministres et de hauts fonctionnaires de l'Etat angolais.

Cette visite a traduit la volonté commune des deux Chefs d'Etat de renforcer les relations historiques de fraternité, de solidarité et de soutien mutuel entre l'Algérie et l'Angola. Elle reflète également leur attachement partagé aux idéaux de l'unité africaine et leur ambition de promouvoir une coopération renforcée, mutuellement bénéfique, au service du développement et de l'intégration du continent, conformément à l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Les Chefs d'Etat ont souligné la profondeur des liens historiques unissant leurs peuples, forgés dans la lutte commune contre le colonialisme et pour l'émancipation de l'Afrique. Ils ont réaffirmé le caractère exemplaire et privilégié de leurs relations, fondées sur la confiance, la solidarité et la convergence de vues.

Durant la visite, le Président Joao Lourenço s'est recueilli au Sanctuaire des Martyrs à Alger, rendant hommage aux martyrs de la Révolution algérienne, et s'est rendu au Musée du Moudjahid.

Il a visité la station de dessalement de l'eau de mer de Fouka2 dans la Wilaya de Tipaza, le Pôle scientifique et technologique de Sidi Abdallah, Djamaâ El Djazaïr et la base centrale logistique de la première Région militaire.

Son Excellence le Président Joao Lourenço a eu une réunion en tête-à-tête avec Son Excellence le Président Abdelmadjid Tebboune, élargie par la suite aux membres des deux délégations. Il également eu des entretiens avec le Président de l'Assemblée populaire nationale, ainsi que le Premier ministre, et s'est adressé aux membres des deux chambres du Parlement algérien réunies.

Son Excellence le Président Abdelmadjid Tebboune a réitéré ses chaleureuses félicitations au peuple angolais à l'occasion du 50e anniversaire de l'indépendance de l'Angola. Il a exprimé sa reconnaissance pour les distinctions honorifiques décernées à titre posthume aux Présidents Houari Boumediene et Ahmed Ben Bella, ainsi qu'au colonel et ancien ambassadeur, feu Mokhtar Kerkeb, en hommage à leur contribution à la



lutte de libération angolaise.

Les Chefs d'Etat ont eu des entretiens approfondis et constructifs, au cours desquels ils ont examiné les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale et réaffirmé leur volonté commune de hisser leur

partenariat à la hauteur de leurs potentialités, et sont convenus de dynamiser la coopération dans des secteurs stratégiques, notamment les hydrocarbures, l'agriculture, l'industrie pharmaceutique, les énergies renouvelables, les infrastructures, le numérique, la santé, ainsi que l'enseignement supérieur et la formation professionnelle.

Dans ce contexte, l'Algérie a réaffirmé sa disponibilité à accompagner les efforts de développement de l'Angola, notamment à travers la formation des ressources humaines, le partage d'expertise et l'échange d'expériences en diversification économique.

Les Chefs d'Etat ont souligné l'importance de revitaliser les mécanismes institutionnels de coopération, en particulier la Commission mixte bilatérale, dont la prochaine session devra se tenir à Luanda, à une date à convenir par voie diplomatique. Ils ont aussi convenu de renforcer les consultations politiques régulières afin d'assurer une coordination continue, sur les questions d'intérêt commun.

Les Chefs d'Etat ont également salué la perspective de l'ouverture d'une liaison aérienne directe entre Alger et Luanda, qui contribuera à rapprocher les deux peuples et à stimuler le commerce, et ont assisté à la signature de divers Instruments Juridiques de Coopération, couvrant des domaines prioritaires. A cet effet, ils ont mandaté leurs Ambassadeurs respectifs afin d'assurer un suivi rigoureux visant à leur mise en œuvre effective.

Concernant le dialogue politique bilatéral, les deux Chefs d'Etat ont souligné leur convergence de vues sur les principales questions régionales et internationales. Ils ont également salué la coordination étroite entre

leurs diplomaties, illustrée par leur soutien mutuel régulier dans les instances internationales, ainsi que dans les candidatures au sein du système international.

Son Excellence le Président Abdelmadjid Tebboune a félicité le Président Joao Lourenço pour la réussite de sa présidence de l'Union africaine, achevée en février 2026, pour son engagement personnel en faveur de solutions politiques négociées aux crises africaines, ainsi que pour le rôle actif de l'Angola dans les efforts de médiation sur le continent, notamment en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs.

Sur le plan régional et continental, les Chefs d'Etat ont réaffirmé leur engagement à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique, en privilégiant les solutions africaines aux problèmes africains et en rejetant toute ingérence étrangère.

Les deux parties ont souligné la nécessité de renforcer la coordination africaine face aux défis sécuritaires et à l'expansion du terrorisme, du radicalisme et l'extrémisme violent, notamment dans les zones de tension, en adoptant une approche globale fondée sur le lien entre sécurité et développement.

Les deux Chefs d'Etat ont condamné fermement le terrorisme sous toutes ses formes et réaffirmé leur détermination à renforcer leur coopération dans la lutte contre ce fléau, ainsi que contre la criminalité transnationale organisée.

Dans ce cadre, Son Excellence Joao Manuel Gonçalves Lourenço a salué le rôle de l'Algérie et le lea-

dership de Son Excellence Abdelmadjid Tebboune, en tant que Champion de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent sur le continent.

Elles ont également réaffirmé leur engagement en faveur de l'intégration économique africaine, notamment à travers la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine et la réalisation de projets

structurants. Sur le plan international, les Chefs d'Etat ont réaffirmé leur attachement aux principes du droit international, au multilatéralisme et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils ont souligné la nécessité d'une réforme de la gouvernance mondiale, en particulier du Conseil de sécurité des Nations Unies, afin d'assurer une représentation plus équitable de l'Afrique.

S'agissant de la question du Sahara occidental, les deux Chefs d'Etat ont réaffirmé leur attachement au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies et de l'Union africaine, appelant à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable.

Les deux parties ont exprimé leur profonde préoccupation face à la situation au Moyen-Orient, tout en réaffirmant leur attachement à une solution juste et durable fondée sur la création d'un Etat palestinien indépendant.

Les deux Chefs d'Etat ont salué l'adoption de la résolution historique de l'Assemblée générale des Nations Unies (A/RES/80/250), le 25 mars 2026, qui déclare le commerce transatlantique d'Africains réduits en esclavage et l'esclavage racial comme le «crime le plus grave contre l'humanité» et ont appelé à des réparations justes pour l'Afrique et les descendants d'Africains.

Les deux Chefs d'Etat ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des échanges et aux résultats de cette visite, qui marque une étape importante dans le renforcement du partenariat stratégique entre l'Algérie et

l'Angola. Les deux Chefs d'Etat ont procédé, à l'occasion de cette visite d'Etat, à un échange de distinctions honorifiques, en témoignage de l'estime mutuelle et de leur volonté commune de renforcer les relations de fraternité et de coopération entre les deux pays.

Le Président Joao Lourenço a exprimé sa profonde gratitude pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé ainsi qu'à sa délégation. Il a invité le Président Abdelmadjid Tebboune à effectuer une visite d'Etat en Angola. Le Président Abdelmadjid Tebboune a accepté cette invitation. La date sera fixée par voie diplomatique".

RA/APS

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE MINISTRE SOMALIEN DE L'INTÉRIEUR ET DES AFFAIRES FÉDÉRALES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le ministre somalien de l'Intérieur et des Affaires fédérales, M. Ali Yusuf Hosh, porteur d'une lettre du président de la République fédérale de Somalie.

L'audience s'est déroulée en présence du

ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de

la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, du ministre

de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

RA/APS

INDUSTRIE

ALGER ET BRATISLAVA POUR UN PARTENARIAT RENFORCÉ

Le ministre Yahia Bachir et le secrétaire d'État slovaque Marek Estok ont étudié les perspectives de coopération industrielle et les possibilités d'investissement commun entre les deux pays

Par Youcef Hamidi

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, s'est entretenu mercredi à Alger avec le secrétaire d'État auprès du ministère des Affaires étrangères et européennes de la République slovaque, M. Marek Estok, autour des mécanismes permettant de

consolider la coopération bilatérale dans le secteur industriel et de promouvoir le partenariat économique entre les deux nations, selon un communiqué du ministère.

Cette réunion, organisée au siège du ministère de l'Industrie, a également enregistré la présence de l'ambassadeur de la République slovaque en Algérie,

M. Marek Murin, ainsi que des membres de la délégation accompagnant le responsable slovaque, ajoute la même source.

Les discussions ont porté sur les différentes possibilités de dynamiser la coopération industrielle entre l'Algérie et la Slovaque, notamment par le renforcement du partenariat, la stimulation des investissements

et le partage des compétences ainsi que des expériences dans plusieurs branches industrielles. Ces échanges visent à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération et à favoriser un développement industriel commun bénéfique aux deux pays, conclut le communiqué.

Y.H

ÉVÉNEMENT ÉCONOMIQUE

LA 24E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL "SIPSA-FILAHA" DU 18 AU 21 MAI À ALGER

La 24e édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHA), se tiendra du 18 au 21 mai à Alger, avec la participation de 850 exposants algériens et étrangers issus de 39 pays, ont indiqué mercredi les organisateurs de cette manifestation économique.

Cette édition, qui se déroulera au Palais des expositions des Pins maritimes, sous le slogan : "Moderniser l'agriculture, renforcer la souveraineté alimentaire et anticiper l'avenir", verra la participation du Niger, de la Mauritanie et de l'Égypte en tant qu'invités d'honneur.

Cette démarche reflète "la forte conviction de l'Algérie quant à l'importance de l'intégration continentale et à la nécessité de bâtir de solides chaînes de production régionales", selon les explications fournies par Amine Bensemmane, président du Think-Tank "FILAHA INNOV", organisateur de l'événement, lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation de cette édition.

Le Salon "SIPSA FILAHA" verra la participation de 247 marques internationales, selon le même responsable, qui prévoit que l'évé-

nement accueillera "plus de 40.000 visiteurs".

En plus de l'espace d'exposition, cette édition constituera une plateforme de débat autour des principales questions d'actualité dans le domaine agricole, notamment la production animale et les défis auxquels font face les filières d'élevage, la mécanisation et les équipements agricoles comme leviers de production et de compétitivité, ainsi que la valorisation des ressources marines et les technologies appliquées au secteur agricole en vue d'opérer une transformation durable des pratiques agricoles. A travers ce salon, les organisateurs aspirent à promouvoir le potentiel agricole de l'Algérie et à permettre aux opérateurs nationaux de s'imprégner des expériences internationales, afin d'accroître le rendement, de valoriser le produit algérien, de réduire la facture d'importation et de s'orienter vers l'exportation, a ajouté M. Bensemmane. En marge de cette manifestation, le groupe de réflexion "FILAHA INNOV" organisera plusieurs événements, notamment le 5ème Salon des industries agroalimentaires et de la valorisation des ressources agricoles "Afrika Food Export",

ainsi que le 11ème Salon international de la Pêche durable et des Produits halieutiques "Djazaqua".

Il s'agit également de la 6ème édition du "Village de l'Innovation", qui verra la participation d'un nombre important de start-up algériennes et africaines spécialisées dans le secteur agricole, avec l'accompagnement de l'incubateur d'entreprises relevant de "FILAHA INNOV", lequel événement sera couronné par la remise du prix "Sid Ahmed Ferroukhi" récompensant les meilleurs projets innovants. Par ailleurs, la deuxième édition du concours national de la meilleure huile d'olive vierge "Oleomed" sera organisée, suite au succès de la première édition l'année dernière qui avait enregistré la participation de 145 producteurs. Dans ce sillage, le président du comité d'organisation, Mokhtar Guissous, a fait savoir que l'édition 2026 verra la participation d'environ 300 échantillons d'huile d'olive provenant de 23 wilayas, soulignant que l'organisation de ce concours vise principalement à ouvrir de nouveaux horizons aux opérateurs pour promouvoir leurs produits à l'échelle internationale.

RE

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

UNE DÉLÉGATION DU LABORATOIRE AMÉRICAIN "ABBOTT" VISITE L'UNITÉ DE SAIDAL À CONSTANTINE

Une délégation du laboratoire américain "Abbott" a visité le site de production "Constantine 1" relevant du groupe Saidal, dans le cadre du partenariat des deux parties dans le domaine de la production du vaccin contre la grippe, a indiqué mercredi un communiqué du groupe public.

La délégation américaine, accompagnée du chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, Mark Shapiro, a été accueillie par le directeur général du groupe Saidal, Mourad Belkhef.

Lors de cette visite effectuée mardi, les entretiens entre les deux parties ont porté sur le vaccin contre la grippe "Influvac", la délégation américaine ayant exprimé "sa grande considération pour cette coopération stratégique", tout en saluant "la qualité des infrastructures ainsi que la compétence des équipes de Saidal", a précisé la même source.

Les deux parties ont également affirmé leur volonté commune de renforcer la coopération entre Saidal et Abbott afin de contribuer au développement de l'industrie pharmaceutique en Algérie et de fournir des solutions de santé innovantes aux citoyens, ajoute le communiqué.

Dans ce cadre, M. Belkhef a présenté un aperçu des projets "ambitieux" du groupe Saidal, y compris le programme de thérapie cellulaire, reflétant l'engagement du groupe en faveur de l'innovation et de la recherche médicale avancée, ajoute le communiqué.

Le groupe Saidal produit, au niveau du site "Constantine 1", plus de deux millions de doses par an du vaccin contre la grippe "Influvac", dans le cadre de son partenariat avec le laboratoire américain Abbott.

RE

PARC "CONCORDE CIVILE" ET L'ENSV

SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT

L'établissement public de wilaya du parc zoologique et de loisirs "Concorde civile" a signé une convention de partenariat avec l'Ecole nationale supérieure vétérinaire (ENSV), en vue de développer les connaissances scientifiques liées à la santé animale et à la biodiversité, indique mercredi un communiqué de cet établissement.

A travers cette convention, les deux parties aspirent à "renforcer la coopération entre le milieu académique et les structures spécialisées, au service de la recherche scientifique, de la formation des cadres et de la préservation du patrimoine animalier national", contribuant ainsi au "développement des connaissances scientifiques liées à la santé animale et à la biodiversité".

Elle vise également à "définir les mécanismes de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de recherche, de développement et de formation dans les domaines des sciences vétérinaires", outre "l'encouragement de l'échange d'expertises, des travaux

scientifiques appliqués ainsi que l'encadrement pédagogique et pratique des étudiants", selon le communiqué. Intervenant à cette occasion, la directrice de l'établissement public de wilaya du parc "Concorde civile", placée sous la tutelle de la wilaya d'Alger, Mme Hanane Abbas, a souligné l'importance de cette convention dans "l'ouverture de nouvelles perspectives en matière de formation et de recherche dans les domaines vétérinaires et de la zoologie".

Elle a également mis en avant les missions fondamentales du parc, consistant en "la préservation, la protection et la reproduction des espèces animales".

Mme Abbas a, par ailleurs, évoqué les projets structurants en cours de réalisation au niveau de l'établissement, notamment le projet de réhabilitation du parc zoologique, ainsi que celui du projet "Safari Parc" inscrit au niveau de la capitale, conclut le communiqué.

RE

CONSTANTINE

INITIATION À LA DISTILLATION FLORALE À CONSTANTINE

D'après Abdelghani Sifer, directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), un stage consacré aux procédés d'extraction des essences de rose et de fleur d'oranger a débuté mercredi dans la ville.

Par Kahina Baghdad

Ce responsable a indiqué à l'APS que cette action, très sollicitée par de jeunes femmes souhaitant perpétuer ce legs culturel, allie théorie et pratique, notamment via le maniement de l'alambic traditionnel en cuivre (le qatar), afin de sauvegarder ce geste ancestral. Il a ajouté que cette démarche, visant à protéger des métiers en voie de disparition, s'intègre au programme établi par son institution pour le mois du patrimoine (18 avril-18 mai). M. Sifer a précisé que ce cursus, tenu au centre de formation de la CAM, concerne une dizaine de



participantes venues des localités de Constantine, El-Kroub, Hamma Bouziane et Zighoud Youcef ; il sera couronné par des certificats de compétence leur permettant de monter des projets via les

mécanismes d'aide à l'emploi. De son côté, Mohamed El Yazid Aboud, maître-artisan fort de 23 ans d'expérience et encadrant du stage, a rappelé que la distillation des eaux florales, tradition printanière héritée des mères et aïeules, est célébrée annuellement à Constantine et à la voisine Hamma Bouziane – réputée pour ses vergers de bigaradiers et rosiers – par des festivals et des apprentissages destinés aux jeunes. Il a également fait savoir que d'autres sessions sur l'obtention d'huiles essentielles de plantes telles que romarin, menthe et thym sont programmées lors de cette formation de deux jours. Par ailleurs, des ateliers d'initiation aux méthodes anciennes de distillation de ces eaux florales se déroulent en parallèle dans diverses entités du secteur culturel et artistique, comme le Musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles (palais Ahmed Bey).

K.B

GUELMA

SONELGAZ MOBILISÉE CONTRE LES COUPURES D'ÉLECTRICITÉ

Par Ali Boudefel

Mercredi, Ryma Medaoui, responsable de la cellule d'information de la direction locale de la distribution de Sonelgaz, a annoncé que pas moins de 13 brigades d'intervention rapide ont été déployées à Guelma afin de remédier, durant l'été, à d'éventuelles défaillances du réseau électrique provoquées par la canicule.

Chaque équipe, composée de 4 à 5 agents et munie de tout l'outillage requis, sera dispersée sur l'ensemble du territoire wilayal pour assurer la continuité du service, a-t-elle précisé. En parallèle, un service de permanence fonctionnant 24h/24 et 7j/7 a été instauré, couplé au renforcement des transformateurs principaux par des dispositifs



de surveillance modernes, à la création de tranchées pare-feu de 1 800 mètres, ainsi qu'au

débroussaillage autour des câbles et lignes électriques proches de la végétation, a ajouté la même source.

D'après elle, le plan estival prévoit aussi l'entretien de toutes les lignes moyenne tension (30 kV), la mise en service de 9 centres publics de distribution d'électricité, et l'extension de 15 nouvelles lignes basse tension pour éliminer les « points noirs » dans plusieurs communes, réduisant ainsi les coupures et garantissant un approvisionnement stable.

Pour l'été 2026, un nouveau réseau de 30 km a été construit afin d'alimenter Aïn Sandel et Khezzara, tandis qu'un point de raccordement 60/30 kV a été créé pour desservir Héliopolis, a conclu la même responsable.

A.B

SOUK AHRAS

LES STRUCTURES DE STOCKAGE DE CÉRÉALES RENFORCÉES

Les capacités et structures de stockage de céréales dans la wilaya de Souk Ahras ont été renforcées par 10 nouveaux centres de proximité, a indiqué mercredi, le wali Abdelkrim Zinaï.

Ces centres dont la réalisation a nécessité une enveloppe financière de 2,52 milliards DA pourront accueillir durant la campagne de moisson battage de l'actuelle saison 2025-2026 un total de 500.000 quintaux soit 50.000 quintaux par centre, a précisé à l'APS le wali en marge de la mise en service de ces nouvelles structures dans les communes de Souk Ahras, de Merahna, de Sidi Fredj, de Bir Bouhouche, de Taoura, M'daourouch et de Terraguelt.

Concernant les capacités de stockage locales, le même responsable a souligné que la wilaya compte 15 points de collecte de céréales d'une capacité totale de 1 millions quintaux outre quatre

points de collecte en plein air d'une capacité de 100.000 hectares répartis sur les communes de à Heddada, Sidi Fredj, M'daourouch et Terraguelt pour porter le total de stockage à Souk Ahras au cours de l'actuelle saison agricole à 1,6 millions quintaux de céréales.

Wilaya agricole par excellence, Souk Ahras a également bénéficié de projets de deux silos à grains en cours de réalisation à Oum El Adhaim et Oued Keberit avec une capacité totale de 1,1 millions quintaux, a ajouté la même source.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre du plan national de développement des cultures stratégiques et du programme lancé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de renforcement d'autosuffisance et de la sécurité alimentaire, a-t-on indiqué.

R.R

SIDI BEL-ABBES

COMMENT RÉUSSIR SON "BUSINESS PLAN"

Une journée de formation spécialisée visant à accompagner les étudiants dans l'élaboration de leur "Business Plan" et les procédures d'obtention du label "Startup" a été lancée, mercredi à la faculté des Lettres, des Langues et des Arts de l'université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbes, a-t-on appris auprès de la faculté.

Cette initiative, organisée par le club "InnoRise" en coordination avec le club "Begabung" de la même université, s'inscrit dans le cadre de la promotion de la culture entrepreneuriale en milieu universitaire. Elle cible prioritairement les étudiants porteurs de projets souhaitant transformer leurs

mémoires de fin d'études en entités économiques productives, a-t-on précisé la même source.

L'encadrement de cette rencontre scientifique est assuré par un panel d'enseignants et d'experts, notamment la Pr. Koual Imène, M. Bouzeffrane Sidi Mohammed et Mme Tahraoui Souad. Ces derniers présentent des explications détaillées sur les étapes pratiques de l'enregistrement des projets innovants via les plateformes numériques dédiées, ainsi que sur les mécanismes d'évaluation par les commissions spécialisées pour garantir l'accès au financement et à l'accompagnement nécessaires.

R.R

TOUGGOURT UNE RÉCOLTE CÉRÉALIÈRE DE PLUS 48.700 QX ATTENDUE

Une récolte de plus de 48.768 quintaux (QX) de céréales est attendue au terme de la campagne moisson-battage, saison agricole 2025/2026, lancée, mercredi, dans la wilaya de Tougourt, a-t-on appris de la direction locale des Services agricoles (DSA).

Une superficie globale de 1.050 hectares (ha) a été réservée cette saison à la céréaliculture, sur des sites localisés en majorité sur le territoire de la daïra d'El-Hedjira, a précisé la DSA en signalant que plus de 606,5 ha ont été réservés au blé dur, 390 ha au blé tendre et 56,5 ha à l'orge.

Dans le but d'assurer la réussite de la campagne, il été procédé à la mobilisation d'importants moyens humains et matériels, dont dix (10) moissonneuses-batteuses et autant de tracteurs, cinq (5) botteuses et 50 camions de transport de la récolte vers les trois centres de stockage de proximité dont dispose la wilaya, totalisant une capacité globale de 15.000 tonnes.

Donnant le coup d'envoi de la campagne moisson-battage depuis le périmètre agricole "El-Keddachi" (daïra d'El-Hedjira), le wali de Tougourt, Abdelaziz Athmane, a mis en avant l'importance de redoubler les efforts pour étendre la superficie céréalière, susceptible d'appuyer la stratégie de l'Etat visant la réalisation de l'autosuffisance alimentaire dans diverses cultures stratégiques.

R.R

INVESTIR DANS L'IA UN BUSINESS TRÈS LUCRATIF

Le groupe japonais SoftBank a annoncé un bénéfice net record de 27 milliards d'euros pour l'exercice 2025-2026, un résultat qui marque une transformation dans son histoire récente. Après plusieurs années de pertes liées à des investissements technologiques jugés trop risqués, le conglomérat dirigé par Masayoshi Son a retrouvé une dynamique spectaculaire grâce à ses paris massifs dans le secteur de l'intelligence artificielle. Cette performance, en hausse de 334 % par rapport à l'année précédente, montre à quel point l'IA est devenue le moteur central de la stratégie du groupe.

Par Rihab Taleb

SoftBank a profité de la flambée des valorisations dans l'univers de l'IA, notamment grâce à sa participation dans OpenAI, la société américaine à l'origine de ChatGPT. Le groupe affirme avoir engrangé un gain cumulé de 35 milliards d'euros grâce à cette présence au capital. En février dernier, il a même conclu un accord pour injecter 30 milliards de dollars supplémentaires dans OpenAI, portant son investissement total à 65 milliards. Cette concentration de ressources sur un acteur unique suscite toutefois des interrogations sur la dépendance excessive de SoftBank à une seule entreprise, même si une éventuelle introduction en Bourse d'OpenAI pourrait lui offrir une manne de liquidités considérable.

La stratégie de Masayoshi Son ne se limite pas à OpenAI : le groupe a multiplié les acquisitions pour diversifier ses positions dans l'écosystème de l'IA. Il a racheté Ampere Computing, un concepteur américain de semi-conducteurs, ainsi que la division robotique du géant ABB, qu'il considère comme un pilier de ce qu'il appelle l'IA matérielle. En décembre, SoftBank a également acquis DigitalBridge pour



4 milliards de dollars, une société spécialisée dans les infrastructures technologiques, confirmant son ambition de contrôler non seulement les logiciels d'IA mais aussi les infrastructures qui les soutiennent.

Le groupe a aussi réalisé une opération financière marquante en se désengageant de Nvidia en octobre 2025. Cette vente lui a rapporté 1,83 milliard d'euros et lui a permis de réorienter ses capitaux vers des projets jugés plus stratégiques. Ce choix montre que SoftBank est un acteur structurant du marché mondial de l'intelligence artificielle.

Sur le plan international, Masayoshi Son cherche à étendre l'influence de SoftBank au-delà de l'Asie et des États-Unis. Selon

Bloomberg, il a rencontré Emmanuel Macron pour discuter d'un projet de centre de données dédié à l'IA en France. Les discussions porteraient sur un investissement de plusieurs milliards de dollars, et certaines sources évoquent même la possibilité d'un engagement colossal allant jusqu'à 100 milliards.

Les marchés financiers s'interrogent sur la possibilité d'une bulle autour de l'IA, alimentée par des afflux massifs de capitaux et des valorisations jugées stratosphériques. SoftBank, en tant que baromètre du secteur, est directement exposé à une éventuelle correction. La dépendance à OpenAI, malgré les efforts de diversification, reste un point de fragilité. De plus, le groupe n'a pas

livré de prévisions pour l'exercice en cours, une habitude qui entretient une certaine incertitude sur sa trajectoire future.

En dépit de ces interrogations, SoftBank apparaît aujourd'hui comme l'un des grands gagnants de la révolution de l'intelligence artificielle. Masayoshi Son, longtemps critiqué pour ses paris jugés trop audacieux, semble avoir trouvé dans l'IA le terrain idéal pour concrétiser sa vision d'un monde où la technologie transforme radicalement l'économie et la société. Reste à savoir si cette stratégie tiendra sur la durée ou si elle sera rattrapée par les excès d'un secteur en pleine effervescence.

R.T

ELECTRICITÉ SOLAIRE L'AFRIQUE S'ILLUMINE GRÂCE AU PHOTOVOLTAÏQUE CHINOIS

Par Nawal Bordji

Longtemps concentrées quasi exclusivement sur l'Afrique du Sud, les acquisitions de panneaux solaires estampillés « Made in China » se diffusent désormais largement à travers l'ensemble du continent. Pas moins de quinze nations africaines ont franchi le seuil des 0,3 gigawatt (GW) importés depuis le géant asiatique, avec désormais l'Égypte et l'Algérie qui occupent les premières places.

Selon le rapport « Global Electricity Review 2026 » publié le mardi 21 avril 2026 par Ember, un laboratoire d'idées qui œuvre à accélérer la transition mondiale vers une énergie propre, les pays africains ont importé au total 18,8 GW de modules photovoltaïques chinois en 2025, contre 12,7 GW en 2024, soit une progression spectaculaire de 48 %. Ce volume représente plus du triple de la capacité installée du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD), qui demeure le plus vaste projet hydroélectrique du continent avec ses 5,15 GW.

Cette poussée des achats africains de panneaux solaires chinois intervient dans un contexte où Pékin réduit ses expéditions vers les États-Unis et l'Europe pour une combinaison de facteurs, parmi lesquels l'escalade des droits de douane. Le même rapport met en évidence une envolée remarquable des importations égyptiennes de produits « Made in China » en 2025, atteignant 2,3 GW contre seulement 1 GW en 2024. De son côté, l'Algérie a multiplié par six ses volumes d'achat, passant de 0,35 GW en 2024 à 2,1 GW en 2025, signant ainsi l'une des croissances les plus fulgurantes du continent. D'après la dernière mise à jour de la base de données « China's Solar PV Export Explorer » d'Ember, qui s'appuie sur les chiffres publiés par l'Administration générale des douanes chinoises, cinq pays africains ont importé plus de 1 GW de panneaux solaires chinois au cours de

l'année écoulée (Égypte, Algérie, Afrique du Sud, Nigeria et République démocratique du Congo), tandis que dix autres ont dépassé le seuil de 0,3 GW (Maroc, Kenya, Soudan, Zambie, Mozambique, Sénégal, Tanzanie, Namibie, Cameroun et Tunisie).

Cet engouement massif pour les équipements fabriqués par le géant asiatique s'explique principalement par leur accessibilité financière. Terje Osmundsen, directeur général du développeur norvégien de projets solaires Empower New Energy, cité par le site d'information The Wire China, souligne que les panneaux solaires chinois haut de gamme sont généralement 20 à 30 % moins chers que les produits équivalents venus d'autres exportateurs asiatiques. Ce différentiel de prix devient décisif pour les économies africaines, souvent contraintes par des budgets d'investissement limités mais confrontées à des besoins énergétiques grandissants. Par ailleurs, la baisse continue des coûts de production en Chine, combinée aux économies d'échelle réalisées par l'industrie photovoltaïque du pays, renforce encore l'attractivité de ces équipements sur les marchés émergents.

Le rapport d'Ember indique également qu'en 2025, pour la première fois, les énergies renouvelables ont devancé le charbon en Afrique, une évolution rendue possible grâce au déploiement rapide des capacités solaires ainsi qu'à l'entrée en service du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne, qui a provoqué une forte hausse de la production hydroélectrique dans ce pays. L'Afrique du Sud reste toutefois fortement tributaire du charbon : cette source d'énergie polluante représente encore 81 % du mix électrique de la nation la plus industrialisée du continent. Ce chiffre place le pays au deuxième rang mondial en termes de part du charbon dans la production totale d'électricité, juste derrière la Mongolie (86 %). Cette

dépendance chronique pose un défi majeur pour la transition énergétique régionale, même si des projets solaires à grande échelle commencent à émerger en Afrique du Sud pour tenter de diversifier son bouquet énergétique. À l'échelle planétaire, l'énergie solaire a constitué en 2025 le principal moteur de transformation du secteur énergétique, avec une croissance record ayant couvert environ 75 % de l'augmentation nette de la demande mondiale d'électricité. La production photovoltaïque a atteint 2 778 térawattheures (TWh) l'année écoulée, soit une hausse record de près de 30 % par rapport à 2024, ce qui correspond à un supplément de 636 TWh. Cette progression spectaculaire illustre l'accélération sans précédent du déploiement solaire à travers tous les continents, portée par la chute des coûts technologiques et les politiques climatiques de plus en plus contraignantes. Au niveau mondial, l'énergie solaire a représenté 8,7 % du mix électrique en 2025, dépassant ainsi l'éolien qui s'établissait à 8,5 %, une première historique qui confirme le rôle central du photovoltaïque dans la nouvelle géographie énergétique mondiale. En Afrique, cette dynamique mondiale se conjugue avec des enjeux locaux spécifiques : accès à l'électricité pour les populations rurales, fiabilité des réseaux existants, et impératif de développement économique sobre en carbone. Les importations massives de panneaux chinois permettent à de nombreux pays de sauter l'étape des infrastructures centralisées et des combustibles fossiles, en optant pour des solutions décentralisées et rapidement déployables. De l'Égypte à l'Algérie, du Nigeria à la RD Congo, c'est tout un continent qui se tourne résolument vers le soleil, avec l'aide de l'industrie photovoltaïque chinoise, désormais acteur incontournable de la transition énergétique africaine.

N.B

HAÏTI, LE CHAOS

RACINES HISTORIQUES D'UN EFFONDREMENT DURABLE

De la dette coloniale à la domination des gangs armés, un pays prisonnier de décennies de crises et d'instabilité

Par Malika Azeb

Le pays a été colonisé dès le débarquement de Christophe Colomb en 1492, qui l'a nommé Hispaniola, par les Espagnols.

Pour exploiter l'or de ce pays, les Espagnols ont soumis les populations locales à des travaux forcés, provoquant la décimation presque totale d'une grande partie des Tainos, habitants autochtones de l'île.

Vers 1697, la France récupère officiellement la partie occidentale de l'île appelée Saint-Domingue, transformée en premier producteur mondial de sucre et de café grâce à l'importation d'esclaves africains utilisés comme main-d'œuvre.

En 1804, les esclaves mènent une révolte sous la direction d'un ancien esclave affranchi nommé Toussaint Louverture, qui se solde par la défaite de l'armée de Napoléon Bonaparte, et Saint-Domingue devient Haïti, la première république noire indépendante au monde.

Prenant cette défaite militaire comme un affront, la France refuse de reconnaître l'indépendance de la jeune nation pendant plus de vingt ans, et Haïti vit sous la menace d'une nouvelle invasion.

Le président haïtien Jean-Pierre Boyer, sous la menace d'une guerre et d'un isolement économique, fut contraint de signer en 1825, sous le règne du roi Charles X, une ordonnance royale exigeant le paiement de 150 millions de francs-or afin d'indemniser les anciens colons esclavagistes pour la perte de leurs biens en Haïti, en plus d'une réduction de 50 % des taxes douanières pour les navires de commerce français.

Cette dette a causé le sous-développement de ce pays, contraint de rembourser durant 122 ans en transférant ses richesses vers les banques françaises et américaines.

Selon une enquête menée par le New York Times en 2022, les sommes d'argent, si elles étaient restées en Haïti, auraient représenté environ 21 milliards de dollars pour l'économie du pays aujourd'hui. Malgré les voix qui s'élèvent en Haïti pour réclamer la restitution de cet argent qualifié de dette odieuse et immorale, la



France refuse toute discussion sur un remboursement financier, bien qu'elle reconnaisse le caractère moralement injuste de cet épisode.

Actuellement, le pays fait face à différentes violences générées par la pauvreté, le chômage et l'effondrement des institutions de l'État, entraînant le règne des groupes criminels qui prennent le contrôle de l'économie et du territoire.

En raison du vide politique provoqué par l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, Haïti vit sans dirigeant élu et sans Parlement, tandis que le Conseil présidentiel de transition installé pour stabiliser le pays demeure bloqué. Même l'élection présidentielle est reportée au-delà d'août 2026 en raison de l'insécurité persistante.

Les violences auxquelles fait face Haïti ne sont ni d'ordre religieux, ni politique, ni ethnique, mais liées à des motifs exclusivement financiers, lorsque l'on sait que le pays est devenu une plaque tournante pour les trafiquants de drogue.

En effet, les contrebandiers tirent des revenus colossaux du transfert de drogue d'Amérique du Sud vers les États-Unis.

Ces gangs, utilisés initialement par les politiciens pour contrôler les votes, se sont autonomisés. Actuellement, ils contrôlent près de 90 % de la capitale Port-au-Prince et ont, en quelque sorte, remplacé l'État en gérant l'économie par la terreur.

Ils imposent leur loi partout en rançonnant les populations à travers les péages routiers, le contrôle des ports et même celui des centres de santé.

Cette situation a provoqué une pauvreté extrême qui affecte plus de la moitié des Haïtiens, laissés sans perspective d'avenir face à la faim et au désespoir.

Pour obtenir de la nourriture, de nombreux jeunes et enfants sont contraints de rejoindre les rangs des gangs.

Le week-end dernier, les habitants ont manifesté dans le quartier de Cité Soleil pour réclamer davantage de sécurité et de protection de la part du gouvernement, après que des affrontements ont contraint plusieurs familles à fuir leurs maisons. Plusieurs d'entre elles ont été obligées de se séparer dans le désespoir d'échapper aux attaques. C'est le cas de Dorsaint, qui erre depuis dans les rues en essayant de retrouver ses enfants portés disparus.

Certains manifestants ont déclaré avoir vu des personnes se faire tuer dans ce quartier ainsi que des voitures brûlées.

Les autorités haïtiennes n'ont communiqué aucun bilan des victimes tombées lors des affrontements.

La police nationale d'Haïti a également constaté l'extension des pillages, des enlèvements, des agressions sexuelles et des viols vers les zones rurales.

Mais face à la situation de plus en plus dramatique du pays, les

forces de sécurité se retrouvent dans l'incapacité de faire face aux gangs lourdement armés et en position de force dans pratiquement tout le pays, notamment dans la capitale.

Dans ce contexte, la communauté internationale a récemment déployé la Force de répression des gangs (FRG), sous commandement kényan, en raison du manque d'effectifs dans les rangs de la police nationale, estimés à 8 000 agents contre 30 000 membres des groupes de contrebandiers armés.

À la suite des violents affrontements, une organisation humanitaire a annoncé l'évacuation de son hôpital de Cité Soleil.

En avril, les premières troupes étrangères rattachées à une force de l'ONU sont arrivées en Haïti pour aider à mettre fin aux violences en cours.

Fin septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé un plan visant à autoriser une force de 5 550 membres, qui n'est pas encore entièrement déployée dans cette nation insulaire. Un nombre indéterminé de soldats tchadiens a été envoyé jusqu'à présent.

Un rapport publié plus tôt cette année par l'Organisation internationale pour les migrations a révélé que la violence des gangs a déplacé plus de 1,4 million de personnes en Haïti, dont environ 200 000 vivent désormais dans des sites surpeuplés et sous-financés de la capitale.

MA

AGRESSION SIONISTE CONTRE LE LIBAN

2.896 MARTYRS ET 8.824 BLESSÉS

Le bilan de l'agression sioniste contre le Liban s'élève à 2.896 martyrs et 8.824 blessés, depuis le 2 mars, a annoncé mercredi le ministère libanais de la Santé.

Au cours des dernières 24 heures, 14 citoyens sont tombés en martyrs et 56 autres ont été blessés à la suite de frappes sionistes dont la plupart ont été signalées dans plusieurs régions du sud Liban, a indiqué le ministère. Le précédent bilan faisait état de 2.882 martyrs et 8.768 blessés.

L'entité sioniste poursuit ses attaques contre le sud du Liban en violation du cessez-le-feu entré en vigueur le 16 avril pour une durée de dix jours qui a ensuite été prolongé de trois semaines.

RI

LE MINISTÈRE PALESTINIEN DE L'EDUCATION DÉNONCE

INTENSIFICATION DES ATTAQUES SIONISTES CONTRE LES ÉCOLES

L'escalade sans précédent des violations commises par les forces d'occupation sionistes et les colons contre les écoles et institutions éducatives palestiniennes menace gravement le droit des élèves à une scolarité sûre et stable, a averti, mercredi, le ministère palestinien de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Dans un communiqué relayé par l'agence de presse palestinienne Wafa, le ministère a estimé que ces attaques s'inscrivent dans une politique systématique visant le secteur éducatif palestinien dans son ensemble, afin de porter atteinte à la mission de l'enseignement et à la sécurité des établissements scolaires et universitaires.

Le ministère palestinien a notamment dénoncé l'incursion menée par l'armée sioniste, dans la matinée de mercredi, dans l'école secondaire pour garçons de Sila Al-Dhahr, qualifiant cet acte de "nouvelle agression contre les écoles palestiniennes", rappelant que le même établissement avait déjà été pris d'assaut par des colons, il y a

quelques jours. Le communiqué évoque également des slogans racistes et hostiles inscrits par des colons sur les murs de l'école Qadri Touqan à Naplouse, dans le cadre d'"une campagne visant les institutions éducatives palestiniennes et leurs symboles nationaux".

Selon le ministère palestinien, ces attaques touchent également plusieurs zones, notamment Umm Al-Kheir, Masafar Yatta, la région d'Al-Maleh dans le nord de la vallée du Jourdain ainsi que le village d'al-Mughayyir.

Le ministère a mis en garde contre les conséquences psychologiques et éducatives de ces pratiques sur les élèves palestiniens, estimant qu'elles menacent l'avenir de milliers d'enfants.

Il a enfin appelé les organisations internationales et les institutions de défense des droits de l'enfant et de l'éducation à intervenir rapidement afin de mettre fin à ces violations et de demander des comptes à l'entité sioniste.

RI

AUTONOMIE COGNITIVE EN PÉRIL

L'IA, UNE RÉVOLUTION QUI FRAGILISE NOTRE CERVEAU

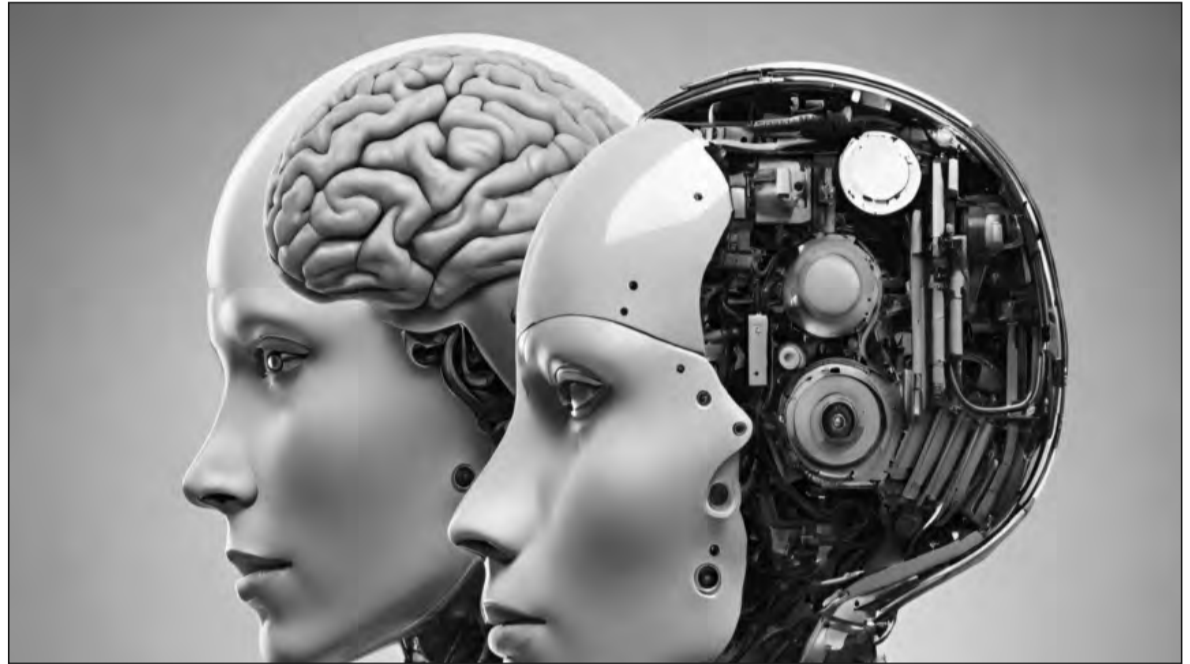
Derrière la promesse de la rapidité et de l'efficacité de l'intelligence artificielle se dessine en réalité un paradoxe inquiétant : en nous débarrassant de l'effort intellectuel, cette révolution technologique risque d'affaiblir notre mémoire, notre attention et notre esprit critique. Comme la calculatrice hier, l'IA aujourd'hui libère l'homme tout en le fragilisant. Entre promesse d'émancipation et menace d'infériorisation, c'est l'avenir de notre autonomie cognitive qui se joue.

Par Yakout Abina

L'intelligence artificielle s'est imposée dans nos vies comme un outil incontournable. Elle rédige, calcule, planifie, conseille, corrige nos fautes, et parfois même anticipe nos besoins. Mais derrière cette efficacité se cache une menace silencieuse : celle de l'affaiblissement progressif de nos capacités cognitives.

Tout comme la calculatrice fut une révolution. Elle a permis de gagner du temps et d'éviter les erreurs, mais elle a aussi entraîné une perte d'habitude dans le calcul mental. Aujourd'hui, beaucoup sont incapables de résoudre une opération simple sans assistance. L'IA suit le même chemin en prenant en charge la rédaction, la recherche d'informations, la traduction. Le cerveau, privé d'effort, dépend de la machine.

Pour comprendre le piège qui se referme, il faut remonter à l'introduction de la calculatrice dans les salles de classe. À l'époque, l'argument était de libérer l'esprit des tâches fastidieuses du calcul mental pour se concentrer sur le raisonnement mathématique pur. Mais cela n'a fait qu'entraîner une baisse de la pratique et de la mémoire des opérations de base chez les jeunes générations. Aujourd'hui, l'intelligence artificielle reproduit ce même schéma à une échelle bien plus vaste. Elle prend en charge nos tâches intellectuelles, mais le danger est plus profond : l'IA ne se limite pas



aux chiffres, elle s'empare du langage, de la syntaxe, du jugement et même de la décision.

La philosophie hégélienne éclaire notre rapport à l'IA. Le maître croit dominer l'esclave, mais c'est l'esclave, par son travail, qui acquiert la véritable maîtrise. Transposée à l'IA, cette dialectique devient inquiétante. Nous pensons contrôler la machine, mais c'est elle qui, en accomplissant nos tâches, façonne nos habitudes et nos dépendances. Plus nous lui confions de responsabilités, plus nous nous rendons vulnérables à son emprise.

Les neurosciences confirment désormais ce que l'intuition nous soufflait : le cerveau est une architecture vivante, en perpétuel mouvement, soumise à la règle du "use it or lose it" (utilise-le ou perds-le). La plasticité cérébrale, cette capacité prodigieuse qu'ont nos neurones de créer de nouvelles connexions, possède un versant sombre. En l'absence de sollicitation, le cerveau pratique un « élagage synaptique » radical, c'est-à-dire l'élimination des connexions nerveuses (synapses) inutilisées ou faibles.

Des études d'imagerie par

résonance magnétique (IRM) commencent à montrer une corrélation entre la dépendance aux outils d'assistance et une diminution de la densité de matière grise dans l'hippocampe, siège de la mémoire. Ainsi, notre rapport à l'information se transforme. Nous ne cherchons plus à retenir les contenus eux-mêmes, mais uniquement l'endroit où ils sont stockés. La mémoire humaine se déplace vers une mémoire « externalisée », confiée aux machines.

Si cette dépendance s'accroît, l'humanité risque de perdre son autonomie intellectuelle. Le danger n'est pas seulement individuel, il est collectif : une société qui ne pense plus par elle-même devient vulnérable aux manipulations, aux dérives idéologiques et aux décisions imposées par une minorité. L'histoire nous enseigne que les civilisations qui cessent de cultiver l'effort intellectuel s'affaiblissent et s'exposent à la domination.

La solution n'est pas de rejeter l'IA, mais de réintroduire l'effort cognitif. Lire, écrire, calculer sans assistance, pratiquer la réflexion critique. L'IA doit rester un outil, non

un substitut. Elle peut être une alliée puissante si nous savons l'utiliser comme un levier d'exploration et de découverte. Mais pour que cette alliance reste équilibrée, il est indispensable de maintenir une discipline intellectuelle : se servir de l'IA pour ouvrir des pistes nouvelles, tout en gardant l'habitude de vérifier, de douter, de confronter les idées et de raisonner par soi-même. Car la pensée humaine ne se nourrit pas seulement de réponses toutes faites, elle se construit dans l'effort, dans la confrontation des idées, dans l'erreur corrigée et dans la lente maturation des jugements.

L'IA est une alliée puissante, mais elle peut devenir une menace si elle nous prive de l'exercice intellectuel. Comme la calculatrice, elle nous libère d'un poids, mais elle fragilise notre cerveau. La dialectique du maître et de l'esclave nous rappelle que ce que nous croyons dominer peut finir par nous dominer. Si nous ne réapprenons pas à penser par nous-mêmes, l'humanité pourrait s'avancer vers sa propre perte, non par destruction brutale, mais par une lente érosion de son esprit.

Y.A

REVENTE D'ACCÈS WEB

L'INFORMEL TOUCHE L'ACCÈS À INTERNET

Par Saïd Slimani

En Afrique de l'Ouest, la généralisation de l'Internet fixe s'accompagne d'une multiplication des activités de revente de connexions. Face à cette montée en puissance, les instances de régulation tentent désormais d'encadrer plus strictement ces opérations afin d'assurer leur conformité avec les textes en vigueur.

La Gambie illustre cette tendance. Le régulateur local des télécommunications a récemment adressé un ultimatum de sept jours aux prestataires illégaux de services d'accès à Internet, les enjoignant de se mettre en règle. Passé ce délai, l'autorité annonce des campagnes de contrôle et des sanctions à l'encontre des activités non homologuées. Cet avertissement, publié le mardi 12 mai par l'Autorité de régulation des services publics (PURA), cible toute personne ou entité proposant des points d'accès Wi-Fi, de la revente de bande passante ou toute forme de connexion publique. Il fait suite à une période d'enregistrement ouverte du 1er janvier au 3 mars 2026.

« Bien que certains opérateurs se soient mis

en conformité, l'Autorité constate qu'un nombre important continue d'exercer sans autorisation, et parfois sans transparence suffisante sur leurs conditions d'exploitation », souligne le régulateur.

Après l'échéance, des actions conjointes avec d'autres agences seront déployées : inspections de locaux, vérification des autorisations, injonction de cesser les activités illicites, déconnexion des services non conformes, retrait ou mise sous scellés des équipements, saisie de matériel selon les procédures légales, ainsi que poursuites judiciaires. Selon la PURA, le respect du cadre réglementaire est indispensable pour garantir une concurrence loyale, protéger les opérateurs agréés contre les distorsions, maintenir la qualité de service, et assurer la sécurité des réseaux.

Des cas similaires de revente d'accès à Internet se retrouvent ailleurs sur le continent. Au Nigeria, la Commission nigériane des communications (NCC) a multiplié les raids contre des revendeurs informels, souvent installés dans des zones rurales ou périurbaines, qui découpent une connexion unique en plusieurs parts revendues au voisinage sans licence. Au Kenya, l'Autorité

des communications a imposé des amendes sévères à des fournisseurs non enregistrés proposant des hotspots dans les marchés ou les gares routières. En Côte d'Ivoire, l'ARTCI a également mené des campagnes de régularisation, rappelant que toute revente de bande passante suppose un agrément préalable, faute de quoi les contrevenants s'exposent à des fermetures et à des pénalités financières. Au Cameroun, l'ART a mis en garde contre les pratiques de sous-location sauvage de liaisons ADSL ou fibre, qui dégradent la qualité du réseau et échappent à toute obligation fiscale ou technique.

Pour rappel, les dernières données du régulateur gambien indiquent qu'en 2020, le pays comptait quatre opérateurs mobiles sous licence, quatre fournisseurs d'accès Internet et un opérateur fixe.

Selon DataReportal, fin 2025, la Gambie dénombrait environ 1,28 million d'abonnés à l'Internet mobile, soit un taux de pénétration de 45,9 %. Ce contexte de croissance rapide explique en partie la vigilance accrue des autorités face à des pratiques de revente non encadrées, qui risquent de fragiliser un secteur en pleine mutation.

S.S

PROTECTION DES VÉGÉTAUX

UN ATELIER POUR APPUYER LES CULTIVATEURS

Un atelier pratique spécialisé sur la défense des cultures a été proposé aux exploitants agricoles de la wilaya de Tamanrasset, à l'initiative de la Chambre locale de l'agriculture, en partenariat avec l'Institut national de protection des végétaux (INPV) d'El Harrach (Alger).

Par Halim Dardar

Cette session de cinq jours (11-15 mai), animée par trois spécialistes de l'INPV, traite de multiples sujets techniques liés à la reconnaissance des affections et nuisibles impactant les récoltes, aux traitements chimiques adaptés, ainsi qu'aux précautions à adopter dans les fermes durant la période de soins hivernaux. Elle porte également sur la sélection judicieuse des pesticides et

le choix du moment favorable pour leur épandage, en évitant les créneaux venteux ou pluvieux. Lors des diverses sorties sur le terrain, les formateurs ont insisté sur le port impératif d'équipements individuels de protection pendant les interventions afin de préserver la santé des agriculteurs. Au programme de cette formation figure aussi le prélèvement de spécimens de végétaux infectés et d'insectes collectés dans certaines exploitations, en vue d'analyses en laboratoire à l'INPV pour déterminer la nature des pathologies et nuisibles ainsi que les solutions scientifiques appropriées. Les visites de terrain ont concerné cinq communes, où quatre à cinq fermes par localité ont été examinées selon le type et l'étendue des affections observées, en présence de nombreux agriculteurs, soit plus de 200 personnes au total.



H D

SANTÉ DES CHEPTELS

PAS SUFFISAMMENT PRISE EN CHARGE

Par Youstra Dali

L'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) a mis en garde hier mercredi dans son rapport annuel contre un « sous-financement chronique » de la santé animale et des politiques de prévention des pandémies d'origine animale, alors que 60 % des maladies infectieuses humaines répertoriées proviennent des bêtes.

Selon l'OMSA, qui rassemble 183 membres et travaille avec les agences onusiennes, la situation est « plus urgente encore » qu'il y a un an, citant grippe aviaire, fièvre aphteuse, mouche parasite nécrophage et dermatose nodulaire contagieuse. La deuxième édition du document (janvier 2025-mars 2026) ne mentionne pas l'hantavirus, potentiellement véhiculé par des rongeurs, mais l'instance rappelle que nombre de pandémies « trouvent leur source dans les perturbations écologiques actuelles, où des espèces stressées par la déforestation, la perte d'habitat ou l'intrusion humaine deviennent des vecteurs de maladies émer-

gentes, rapprochant humains et faune sauvage – notamment moustiques, rongeurs et chauves-souris ». « Le risque accru de transmission entre la faune sauvage, les humains et les animaux domestiques menace la santé de tous. Cela requiert une action urgente et transversale », plaide-t-elle. Environ 60 % des affections infectieuses humaines connues viennent des animaux et 75 % des nouveaux agents pathogènes humains détectés ces dernières décennies ont une origine animale, souligne-t-elle. Pourtant, les dispositifs conçus pour « éviter la prochaine crise – surveillance des maladies animales, effectifs vétérinaires, programmes vaccinaux, capacités de laboratoire – reçoivent moins de 0,6 % des dépenses sanitaires mondiales », déplore-t-elle. L'OMSA regrette des budgets, notamment d'aides publiques au développement et dédiés à la prévention, en baisse alors que les bénéfices de telles actions sont immenses. Les services vétérinaires ne perçoivent en moyenne que 0,05 % du produit intérieur brut national, selon l'OMSA, qui affirme que 2,3 milliards de dollars par an suffiraient à mettre aux normes internationales



ces services dans 91 pays, « soit moins de 0,05 % de ce qu'a coûté le Covid-19 en une seule année ».

Y.D

AVEC DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS ÉCOLOGIQUES
TISSEMSILT VA RENFORCER SON
ENVIRONNEMENT

Mercredi, Djilali Berbar, directeur du secteur de l'environnement dans la wilaya de Tissemsilt, a annoncé que celui-ci sera prochainement consolidé par l'aboutissement de plusieurs projets ainsi que le démarrage d'autres. M. Berbar a indiqué qu'une unité de traitement des gravats, située près du Centre d'enfouissement technique (CET) implanté dans la commune chef-lieu, sera réceptionnée et opérationnelle « sous peu ». S'étendant sur 8 hectares, cette infrastructure pourra traiter 80 000 tonnes annuelles de déblais issus du bâtiment et de la démolition. Il a aussi signalé que son secteur envisage la réception d'une installation contrôlée de stockage des ordures dans la commune d'El Azharia, ainsi qu'un deuxième alvéole au sein de la décharge publique contrôlée de Theniet El Had. Ces deux équipements doivent accroître les moyens d'accueil et de traitement des résidus mé-

nagers, tout en améliorant leur gestion selon les normes environnementales en vigueur, souligne-t-on. Par ailleurs, les travaux d'aménagement de la zone protégée de la forêt de « Aïn-Antar » (commune de Boucaïd), axés sur le tourisme et l'écologie, « seront lancés prochainement après finalisation de l'étude technique », a fait savoir la même source, ajoutant que ce projet permettra de valoriser les richesses naturelles locales et de développer l'écotourisme dans la wilaya. Ces initiatives soutiendront le développement économique et social, la préservation des ressources naturelles, une meilleure gestion des déchets et la réduction des diverses pollutions dans la wilaya, dans le cadre des efforts du secteur pour améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on souligné.

Y.D

INCENDIES DE FORÊTS ET DE RÉCOLTES
EL-MEGHAÏER LANCE UNE CARAVANE DE
PRÉVENTION

Une caravane de sensibilisation et de prévention des incendies de forêts et des récoltes, a été lancée mercredi dans la wilaya d'El-Meghaïer.

La caravane, dont le départ a été donné par le wali d'El-Meghaïer, Laaredj Nehila, et devra sillonner les différentes communes de la wilaya, est organisée par la Direction des forêts, en coordination avec les services de la Protection civile et de l'Agriculture, les institutions sécuritaires et les secteurs et partenaires concernés.

Devant se poursuivre jusqu'au 19 mai courant,

l'initiative intervient en application des recommandations du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche concernant les mesures de prévention, dont les actions de sensibilisation. Elle tend à sensibiliser les citoyens et les agriculteurs à l'importance de la préservation des ressources naturelles, à promouvoir la culture de la sécurité et à prévoir des mécanismes d'intervention rapide, en coordination avec les services et organismes concernés.

R.Env

SAISON DE L'ASCENSION DE
L'EVEREST
12 ALPINISTES
NÉPALAIS
ATTEIGNENT LE
SOMMET

Douze alpinistes népalais ont atteint mercredi le sommet du mont Everest après avoir sécurisé la principale voie d'accès, marquant officiellement l'ouverture de la saison des ascensions du plus haut sommet du monde. Avant le lancement des ascensions, des équipes de guides népalais aménagent chaque année la dangereuse cascade de glace du Khumbu, en installant cordes fixes et échelles pour sécuriser le passage depuis le camp de base. Cette saison, la présence d'un bloc de glace jugé dangereux a contraint les équipes à ouvrir un itinéraire alternatif.

Les éclaireurs poursuivent ensuite leur montée jusqu'au sommet afin d'équiper l'ensemble de la voie avant d'autoriser les autres grimpeurs à tenter l'ascension du "toit du monde", culminant à 8 849 mètres.

Trois de ces guides népalais ont déjà perdu la vie cette saison sur les pentes de l'Everest.

La saison 2026 s'annonce particulièrement chargée. Le Népal a délivré "un nombre record" de 492 permis pour l'ascension de l'Everest ce printemps, avait indiqué vendredi Himal Gautam, porte-parole du ministère du Tourisme.

Le précédent record datait de 2023, avec 478 permis. Le Népal accueille sur son sol huit des dix plus hauts sommets de la planète, ainsi que 462 pics de haute altitude jamais gravés. Il a perçu un total de 7,1 millions de dollars grâce aux permis délivrés pour l'Everest.

R.Env

PRÉSERVATION DES RESSOURCES HYDRIQUES

LE HCI APPELLE À UNE MOBILISATION GÉNÉRALE

Le Haut conseil islamique (HCI) a tenu, mercredi, en partenariat avec la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), une conférence consacrée à la maîtrise de la consommation de l'eau. Placée sous le thème « Le rôle du musulman dans la rationalisation de l'utilisation de l'eau entre valeurs religieuses et politiques nationales », cette rencontre a mis en lumière les enjeux liés à la préservation des ressources hydriques.

Par Tinhinane Bendahmane

Dans son intervention à l'ouverture de cette rencontre, le président du HCI, Mabrouk Zaid El Kheir, a expliqué que cette initiative scientifique avait pour objectif de renforcer la culture de l'usage raisonné de l'eau. Il a affirmé que la gestion rationnelle de cette ressource représente une responsabilité commune qui concerne toutes les composantes de la société, particulièrement face aux défis climatiques auxquels le monde est confronté aujourd'hui.

Pour sa part, le directeur général de l'hydraulique et du service public de l'eau au ministère de l'Hydraulique, Noureddine Hamidatou, a indiqué que son département avait lancé, à travers les différentes structures relevant du secteur sur



l'ensemble du territoire national, une vaste campagne de sensibilisation. Celle-ci comprend plusieurs actions de proximité destinées à encourager une consommation modérée de l'eau et à préserver les réseaux d'assainissement, notamment à l'occasion de l'Aïd El-Adha et à l'approche de la saison esti-

vale. Dans ce cadre, il a précisé que cette conférence s'inscrivait dans une démarche commune visant à sensibiliser davantage les citoyens à la nécessité d'économiser l'eau et de préserver cette ressource essentielle. De son côté, le directeur général de la SEAAL, Mohamed Reda Boudab, a évoqué

l'importante augmentation de la consommation d'eau observée durant les jours de l'Aïd El-Adha. Il a également souligné les fortes pressions exercées sur les réseaux d'assainissement à cause de certains comportements inappropriés, notamment le rejet des déchets issus des sacrifices dans les canalisations, ce qui entraîne des obstructions perturbant le bon fonctionnement du service public. Il a, en outre, assuré que l'entreprise avait pris toutes les mesures nécessaires à l'occasion de l'Aïd El-Adha afin de garantir une distribution régulière de l'eau dans les différents quartiers de la capitale ainsi qu'à Tipaza. Il a ajouté que les équipes d'intervention mobilisées pour cette circonstance seront également chargées d'assurer les réparations des éventuelles pannes. Cette conférence a également été marquée par plusieurs communications présentées par des experts et spécialistes du secteur.

Les interventions ont porté sur la sécurité hydrique à la lumière de la charia et du droit, tout en insistant sur l'importance d'harmoniser les valeurs religieuses avec les politiques nationales afin de promouvoir une gestion durable et responsable de l'eau.

T.B

EXAMENS OFFICIELS

LES AUTORITÉS RENFORCENT LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Des journées d'étude portant sur la lutte contre la fraude lors des examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat ont été organisées mercredi dans les wilayas d'Oran, Saïda et Relizane. À cette occasion, les participants ont insisté sur la nécessité de renforcer les actions de prévention et de sensibilisation, tout en consolidant la coordination entre les différents secteurs concernés afin de préserver la crédibilité des examens et garantir l'égalité des chances entre tous les candidats.

À Oran, les intervenants lors de cette rencontre, organisée par la Cour de justice d'Oran en collaboration avec l'Institut de criminologie de l'Université Oran 1, ont mis l'accent sur l'importance de lutter contre les différentes formes de fraude, notamment celles facilitées par les moyens modernes de communication et les réseaux sociaux. Ils ont également souligné la nécessité d'intensifier les campagnes de sensibilisation de manière préventive. Le procureur de la République près le tribunal de Gdyl, Miraoui Abdelkader, a rappelé que la loi 20-06 relative à la lutte contre les atteintes à l'intégrité des examens officiels prévoit des peines sévères contre toute personne impliquée dans des actes de fraude, de fuite de sujets ou d'usurpation d'identité. Il a précisé que les sanctions prévues vont d'une à trois années d'emprisonnement, accompagnées d'amendes pouvant atteindre 300.000 DA. Les peines peuvent être aggravées et aller de cinq à dix ans de réclusion lorsque les affaires concernent des fuites de sujets à

travers les moyens modernes de communication ou impliquent des personnes chargées de l'organisation des examens.

De son côté, le directeur de l'Éducation de la wilaya d'Oran, Abdelkader Oubelaïd, a affirmé que les cas de fraude avaient enregistré une baisse importante au cours des dernières années. Il a également présenté les différentes dispositions organisationnelles prises afin d'assurer le bon déroulement des examens à venir.

À Saïda, le procureur général près la Cour de justice, Smaïl Guedidir, a estimé que la lutte contre ce phénomène exige la mobilisation conjointe des services sécuritaires, éducatifs et judiciaires. Il a mis en avant le rôle assuré chaque année par la cellule de veille et de suivi installée au niveau de la Cour de justice pour traiter les affaires liées aux atteintes à l'intégrité des examens. Le directeur de l'éducation de la wilaya de Saïda, Lamouri Abdelmadjid, a pour sa part indiqué que les mesures préventives mises en œuvre par les pouvoirs publics ont permis de réduire sensiblement les cas de fraude.

À Relizane, le président de la Cour de justice, Hocine Othmani, a expliqué que cette journée d'étude s'inscrivait dans le cadre de l'application des directives du ministère de la Justice visant à faire connaître le cadre juridique relatif à la fraude aux examens, tout en sensibilisant sur la gravité de ce phénomène et ses conséquences négatives sur le système éducatif ainsi que sur les valeurs de la société.

T.B

UNICEF

LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES NUISENT AU BIEN-ÊTRE DES ENFANTS

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a averti que les inégalités économiques nuisent au bien-être des enfants même dans les pays les plus riches du monde, notamment à leur santé et à leur réussite scolaire, appelant à prendre des mesures pour réduire cet écart.

Selon le dernier rapport de l'organisation qui a examiné la situation de 44 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de pays à revenu élevé, les ménages appartenant aux 20 % les plus riches gagnent plus de cinq fois le revenu des ménages appartenant aux 20 % les plus pauvres.

En moyenne, près d'un enfant sur cinq dans ces pays vit dans la "pauvreté monétaire", ce qui signifie que ses besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits.

Bo Victor Nylund, directeur du Bureau de la stratégie et des données probantes à l'UNICEF, a souligné que les inégalités "affectent profondément la façon dont les enfants apprennent, ce qu'ils mangent et leur vision de la vie".

Il a plaidé pour des investissements urgents dans les communautés les plus défavorisées afin de réduire les pires conséquences des inégalités qui peuvent affecter les enfants.

Le rapport révèle, en outre, que les enfants des pays où les inégalités sont les plus marquées ont 1,7 fois plus de risques d'être en surpoids que leurs homologues des pays plus égalitaires, ce qui peut refléter une détérioration de la qualité de l'alimentation ou des repas irréguliers.

Le rapport appelle les gouvernements et les parties prenantes à prendre des mesures efficaces dans de multiples domaines politiques afin de réduire l'impact des inégalités sur le bien-être des enfants.

Dans ce contexte, l'UNICEF appelle notamment à améliorer les filets de sécurité sociale, en accordant des subventions aux familles et aux enfants et en fixant un salaire minimum, et à soutenir les communautés défavorisées en fournissant des logements subventionnés, en améliorant les infrastructures de leurs quartiers et en investissant dans des équipements publics tels que des espaces verts et des installations récréatives.

Il appelle également à lutter contre les inégalités dans l'éducation en réduisant la ségrégation socio-économique au sein des écoles, en veillant à ce que les écoles soient dotées du personnel nécessaire et du matériel approprié, quel que soit le milieu économique des élèves, et en fournissant des repas scolaires sains et nutritifs aux enfants.

R.S

FOOTBALL/MONDIAL 2026

ENTRE PRIX DES BILLETS, DÉFIS SÉCURITAIRES ET TENSIONS POLITIQUES

La Coupe du monde de football se déroulera du 11 juin au 19 juillet 2026 aux États-Unis, au Canada et au Mexique. Cet événement planétaire suscite déjà de nombreuses interrogations. Entre le prix très élevé des billets, les inquiétudes liées à la sécurité et les tensions politiques entre certains pays, ce tournoi historique attire autant l'attention qu'il provoque de critiques.

Par Hamida Indja

À quelques semaines du début de la Coupe du monde 2026, l'organisation de cette compétition continue de faire réagir les passionnés du football mondial. Pour la première fois dans l'histoire du tournoi, le Mondial sera organisé conjointement par trois pays : les États-Unis, le Canada et le Mexique. La compétition se tiendra du 11 juin au 19 juillet 2026 et rassemblera des millions de supporters venus des quatre coins du monde.

Cette édition sera également la première à accueillir 48 sélections nationales au lieu de 32 auparavant. Pour cette raison, la FIFA a choisi d'organiser le tournoi dans trois pays afin de mieux répartir les rencontres, les infrastructures, les déplacements ainsi que les capacités d'accueil des supporters.

Même si chacun de ces pays possède déjà des stades modernes et performants, cette organisation commune permet de partager les responsabilités au lieu de les confier à un seul État. Elle facilite aussi la gestion des transports, des hébergements et de la sécurité durant toute la compétition. Selon plusieurs spécialistes, cette stratégie permettra également à la FIFA de développer davantage le football en Amérique du Nord tout en augmentant ses revenus.

Cependant, malgré l'importance de cet événement sportif, plusieurs inquiétudes apparaissent avant même le début du tournoi. Les prix des billets ont provoqué la colère de nombreux supporters. Certaines places atteignent des montants particulièrement élevés. Le billet du match d'ouverture coûterait environ 875 dollars, tandis que certaines places pour la finale dépasseraient les 11 000 dollars.

Le président de la FIFA, Gianni Infantino, a défendu cette politique tarifaire en expliquant qu'elle correspond aux prix actuels du marché ainsi qu'à la très forte demande autour de la compétition. Malgré ces explications, de nombreux supporters estiment que cette Coupe du monde devient inaccessible pour les fans ordinaires.

Le coût des transports suscite également de nombreuses critiques. Par exemple, pour assister à la finale prévue le 19



juillet entre New York et le New Jersey, un trajet aller-retour en train pourrait coûter près de 105 dollars, contre seulement 10 dollars habituellement. Beaucoup de supporters craignent ainsi de devoir dépenser des sommes importantes durant l'ensemble du tournoi.

La question de la sécurité représente aussi un défi majeur pour les organisateurs. Au Mexique, les autorités prévoient de mobiliser près de 100 000 policiers afin de protéger les stades, les supporters ainsi que les sélections étrangères.

La ville de Guadalajara reste particulièrement vigilante après plusieurs épisodes de violence enregistrés ces derniers mois. Les responsables locaux souhaitent éviter tout incident durant les rencontres afin d'assurer le bon déroulement de la compétition. Par ailleurs, les tensions internationales pourraient également avoir des conséquences sur cette Coupe du monde. En raison de la situation au Moyen-Orient, des interrogations persistent encore concernant la participation de l'Iran. Les dirigeants iraniens demanderaient certaines garanties avant de confirmer définitivement leur présence.

D'autres observateurs s'inquiètent aussi du climat politique aux États-Unis, notam-

ment après certaines déclarations du président Donald Trump sur l'immigration. Plusieurs personnes redoutent que ces débats politiques nuisent à l'ambiance du tournoi ainsi qu'à l'accueil des supporters étrangers.

Malgré toutes ces interrogations, la FIFA assure que les préparatifs avancent normalement. Les organisateurs affirment que cette édition sera l'une des plus importantes de l'histoire du football mondial grâce aux nouvelles infrastructures, aux technologies modernes et au nombre record de pays participants.

Le Mondial 2026 représente également une importante opportunité économique pour les trois pays hôtes. Les hôtels, les restaurants, les compagnies aériennes ainsi que les commerces espèrent accueillir des millions de visiteurs durant l'été prochain.

Même si plusieurs défis restent encore à relever, cette Coupe du monde s'annonce déjà historique pour le football mondial. Les regards du monde entier seront tournés vers l'Amérique du Nord afin de suivre un tournoi qui promet d'être spectaculaire aussi bien sur le terrain que dans son organisation.

H I

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (FINALE - RETOUR) ZAMALEK-USMA "MARQUER UN BUT AU CAIRE SÉRAIT L'IDÉAL"

Le directeur sportif de l'USM Alger, Saïd Allik, a déclaré mercredi que les joueurs étaient "motivés et déterminés" à offrir un nouveau titre continental à l'Algérie, soulignant l'importance de marquer un but, samedi face aux Egyptiens du Zamalek SC, au stade international du Caire (19h00, heure algérienne), en finale "retour" de la Coupe de la Confédération africaine de football. "Nous avons réussi à remporter la première manche chez nous. Maintenant, il reste un second acte décisif au Caire qu'il faut bien négocier. Les joueurs sont motivés et déterminés pour décrocher cette coupe. L'objectif est de leur marquer un but au Caire et de gagner, ce serait l'idéal et clé pour remporter le trophée", a indiqué Allik à la presse.

Le responsable du club de Soustara, s'exprimait à l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediene, peu avant le départ de la délégation de l'USMA pour Le Caire,

à bord d'un vol spécial.

Au terme d'un scénario hitchcockien, l'USMA avait remporté samedi dernier le match "aller" (1-0), au stade olympique du 5-Juillet d'Alger, grâce à un penalty transformé dans le temps additionnel par Ahmed Khaldi (90'+7).

"Dans ce genre de rendez-vous important et décisif, c'est primordial d'être à la hauteur. J'espère qu'on rentrera avec le trophée en main", a-t-il ajouté.

Considéré comme le président historique de l'USMA, Allik (78 ans) avant dirigé l'USMA pendant 16 ans (1994-2010), remportant plusieurs titres au niveau national. Il avait signé son retour au club algérois la saison dernière, en tant que directeur sportif.

"Sur le plan personnel, après tant d'années à l'USMA, j'ai toujours visé un trophée continental. J'espère que cette fois-ci, ce sera la bonne", a-t-il conclu.

RS

CAN 2027

LA CAF ANNONCE LA CRÉATION D'UN COMITÉ DE SUPERVISION DES PRÉPARATIFS

Le président de la Confédération africaine de football, Patrice Motsepe, a annoncé mercredi à Nairobi la création du Comité de supervision "PAMOJA" chargé de coordonner les préparatifs de la Coupe d'Afrique des Nations 2027, première édition du tournoi organisée conjointement par le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion de travail des ministres des Sports des trois pays hôtes ainsi que les présidents de leurs fédérations nationales de football, ajoute l'instance africaine dans un communiqué publié sur son site officiel.

Les participants ont signé une résolution commune officialisant, avec effet immédiat, la mise en place de cette nouvelle instance de coordination.

Le comité aura pour mission d'assurer l'orientation stratégique, le suivi et la coordination des préparatifs de la compétition dans les trois pays organisateurs, précise la même source.

Parmi les responsables présents figuraient notamment le secrétaire d'Etat kényan aux Sports, Salim Mvurya, le ministre tanzanien de l'In-

formation, de la Culture, des Arts et des Sports, Paul Makonda, ainsi que le ministre d'Etat ougandais aux Sports, Peter Ogwang.

Les présidents des fédérations de football du Kenya, Mohammed Hussein, de Tanzanie, Wallace Karia, et d'Ouganda, Moses Magogo, ont également participé à la réunion, aux côtés du secrétaire général par intérim de la CAF, Samson Adamu.

Selon la feuille de route adoptée, plusieurs objectifs devront être atteints d'ici fin août 2026, notamment l'accélération des travaux de construction et de modernisation des stades et infrastructures, la confirmation des villes hôtes et des plans opérationnels, ainsi que le renforcement de la coopération transfrontalière en matière de visas, de sécurité, de mobilité et de préparation médicale. Les trois pays d'Afrique de l'Est accueilleront ensemble la CAN 2027, une première dans l'histoire de la compétition continentale. Elle aura lieu du 19 juin au 17 juillet. Le tirage au sort des éliminatoires de la phase de poules aura lieu le 19 mai 2026.

RS

SOUTIEN PUBLIC AUX PROJETS LITTÉRAIRES

PROLONGATION DU DÉLAI DE DÉPÔT DES DEMANDES

Les délais de dépôt des demandes de soutien public destinés aux projets culturels liés au livre pour l'année en cours, ont été "prolongés jusqu'au 1er juin prochain", a annoncé, mercredi, le ministère de la Culture et des Arts dans un communiqué.

Cette prolongation vise à "permettre au plus grand nombre d'écrivains et d'éditeurs de soumettre leurs demandes d'aide de soutien à leurs projets littéraires (roman, nouvelle, poésie, théâtre écrit, littérature jeunesse), études en arts et lettres, bande dessinée, ainsi que la traduction d'œuvres littéraires et d'études artistiques et littéraires, peut-on lire sur le communiqué.

Parmi les conditions d'éligibilité à cette aide publique, la conformité

des ouvrages aux dispositions de la loi n 15-13 du 15 juillet 2015 relative aux activités et au marché du livre, ainsi que le caractère inédit et non exploité auparavant du projet, précise le communiqué.

Les candidats ayant déjà bénéficié de cette aide sans avoir réalisé ou remis leurs projets au ministère chargé de la Culture "ne pourront plus prétendre à une nouvelle subvention publique dans les domaines des arts et des lettres".

L'inscription et le dépôt des dossiers des candidats souhaitant bénéficier de cette aide doivent se faire via la plateforme numérique: " https://e-servicesculture.dz/demande_soutient_livre ".

R.C



PATRIMOINE MUSICAL ALGÉRIEN

CÉLÉBRATION DU HAOUZI À BLIDA AVEC PLUSIEURS ÉCOLES ARTISTIQUES

Par Ali Boudefel

Le lancement des Journées nationales du Haouzi, auxquelles participent des artistes et des associations issues de multiples traditions musicales de ce répertoire ancestral a eu lieu mardi soir à Blida.

Ce temps fort culturel, intégré au "Printemps blidéen", se tient à la salle Mohamed-Touri. Y prennent part des interprètes relevant de diverses écoles des wilayas de Constantine, Alger, Tlemcen, Tipasa et Blida.

Programmée jusqu'au 16 mai, cette manifestation vouée à la sauvegarde du Haouzi – variante issue de la musique andalouse – propose chaque soir à 17h30 des numéros artistiques donnés par plusieurs chanteurs réputés, parmi lesquels Manel Gherbi, Nesrine Ghenim et Benzina Abdelaziz.

Placées sous le thème "Blida, capitale de la musique et de la mélodie", ces journées voient aussi l'implication de diverses formations musicales, notamment les associations culturelles "El Djenadia" de Blida et "Senaa" d'Alger, qui ont assuré la soirée inaugurale aux côtés des artistes Adlane Fergani (Constantine) et Sid Ali Ben Guergoura (Blida).

La clôture, prévue samedi prochain, sera pon-

tuée par les prestations de plusieurs figures connues, telles que Rim Hakiki (Tlemcen) et Farida Khodja (Blida), ainsi que des associations culturelles "El Fen oua El Adab" de Blida et "Errachidia" de Cherchell (Tipasa).

Les Journées nationales du Haouzi sont organisées à l'initiative de la Direction de la jeunesse et des sports, en coopération avec la Ligue de wilaya des activités culturelles et scientifiques des jeunes et l'Établissement public de promotion des arts et des activités culturelles et sportives de la commune de Blida.

A.B

MARKETING TOURISTIQUE
OUVERTURE DE LA 18^e ÉDITION DES
JOURNÉES INTERNATIONALES DÉDIÉES

La 18^e édition des journées internationale de marketing touristique, s'est ouverte, mercredi à Alger, sous le thème "un tourisme connecté, durable et intelligent", une occasion pour échanger les idées et le débat autour des principaux défis auxquels est confronté le secteur du tourisme ainsi que pour explorer les outils les plus modernes dans le domaine du marketing.

Dans allocution prononcée, lors de cette rencontre organisée sous le parrainage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, le directeur de l'investissement touristique au ministère, M. Ghlamallah Boukabous, a indiqué que ces journées internationales représentent "un espace d'échange et de dialogue, offrant aux différents acteurs dans le secteur du tourisme l'opportunité pour débattre des stratégies nouvelles de promotion et de développement des destinations touristiques algériennes, tout en soulignant l'importance de la transformation numérique". Présentant un exposé sur les opportunités de l'investissement touristique en Algérie, M. Boukabous a rappelé la place qu'occupe le secteur du tourisme "en tant que catalyseur de richesses et d'opportunités de travail", mettant la lumière sur les atouts touristiques habitant l'Algérie à être une destination

touristique privilégiée, le pays comptant "plus de 1.147 sites touristiques et 380 circuits touristiques". Le même responsable a, en outre, évoqué la parc hôtelier national qui compte "1.467 infrastructures d'une capacité totale dépassant 1.047.000 lits, tandis que 655 projets hôteliers sont actuellement en cours de réalisation, avec une capacité totale avoisinant 80.000 lits".

A son tour, le directeur général de l'Office national du tourisme (ONT), M. Abdelhamid Ouari, a relevé que son organisme poursuit la mise en oeuvre des programmes de promotion de l'Algérie en tant que destination touristique, ce qui requiert de porter un plus grand intérêt au marketing touristique et à l'échange d'idées et d'expertises entre les différents acteurs du secteur, autour des meilleures méthodes de valorisation des atouts touristiques nationaux, en vue d'attirer les touristes nationaux et étrangers.

Cette rencontre qui se poursuivra durant deux jours, représente une opportunité pour les experts et les professionnels de débattre de plusieurs thèmes inhérents aux techniques modernes, à la transformation numérique, à l'investissement, au financement et au transport.

R.C

LA CULTURE NATIONALE EN DEUIL
DÉCÈS DU COMÉDIEN KAMEL ZERARA

Le comédien de théâtre et de télévision Kamel Zerara est décédé, mercredi à Alger, à l'âge de 59 ans, des suites d'une crise cardiaque, a indiqué à l'APS le directeur artistique du Théâtre régional de Batna, Slim Ferroudj.

Considéré comme l'un des artistes marquants de la scène théâtrale et télévisuelle algérienne, le défunt a participé durant plus de 35 ans, à de nombreuses productions du Théâtre régional de Batna Salah-Lombarkia, où il exerçait comme comédien professionnel, ainsi que du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA) et autres théâtres régionaux encore.

Le défunt s'est engagé dans le travail théâtral dès 1985, prenant part à plusieurs pièces

dont, "Alam El Baouch", "Badis wa En'nia", "Le Diplomate", "Kochmar", "La Nuit des cauchemars" et d'autres.

A partir de 1994, le regretté s'est également illustré à l'écran en interprétant des rôles mêlant comédie et drame social dans plusieurs œuvres et séries humoristiques (sit-coms), à l'instar de, "El Ikhtiar" (1994), "Djoha" (1997), "Du jour au lendemain" (1999), "Binetna" (2005), "Les Vergers d'orange" (2014), ainsi qu'aux productions "Boubalto" (2016), "Timoucha" (2020), "Dekious et Mekious" (2021) et "Er-Rabaa" (2026).

L'enterrement du défunt aura lieu à Batna, selon le directeur artistique du TRB Salah-Lombarkia.

R.C

LA MAISON DE LA
CULTURE DE BÉCHAR
CÉLÈBRE L'ART DIWANE
PAR LA MUSIQUE ET LA
DANSE

L'édition des Journées de la musique et de la danse Diwane a été lancée mardi soir, à la Maison de la culture Mohamed-Kadi de Béchar. Selon plusieurs participants, cet événement culturel offre un cadre dédié à la mise en valeur de la culture et de la musique de cet art ancestral.

La soirée inaugurale a été rythmée par les interprétations de jeunes ensembles de musiciens et danseurs Diwane, comme "Jil El Waha", fondé à Béchar en 2021 sous la houlette du Maâlem Abdelhak Fakia, "Ouchak Diwane" de Kenadza, créé en 2024 par le jeune Maâlem Khelifa Mahfoud, et "Mhala Soudani", dirigé par le Maâlem Ahmed Abbi. D'après les organisateurs, ces prestations ont enthousiasmé l'assistance et ont révélé le talent et la diversité du répertoire des groupes présents. Ils ont aussi souligné que la connaissance des rituels liés au Goumbri – unique instrument à cordes de l'art Diwane – ainsi que des danses qui l'accompagnent, démontre une nouvelle fois l'implication des jeunes artistes dans la sauvegarde d'un pan essentiel du patrimoine culturel et artistique de la région de la Saoura.

Le Maâlem Khelifa Mahfoud a pour sa part affirmé que l'organisation de cette manifestation constitue une démarche louable pour la promotion du patrimoine culturel local et national. De son côté, le Maâlem Ahmed Abbi a jugé que ce type de rencontre culturelle et artistique participe à la valorisation de la musique et de la culture Diwane au travers des diverses performances, tout en permettant les échanges entre les groupes participants.

Amari Hamdani, directeur de la Maison de la culture Mohamed-Kadi, organisatrice de l'événement, a précisé que ces journées artistiques et culturelles se distinguent aussi par une grande exposition consacrée aux instruments et costumes utilisés par les groupes Diwane, offrant au public l'occasion de découvrir en détail cet art musical et chorégraphique national.

Neuf groupes participent à cette manifestation tenue dans le cadre du Mois du patrimoine (18 avril-18 mai). Pour la soirée du mercredi, trois autres formations – "Saha Koyo", "Diwane Laksar Lakdim" et "Sidi Billal" – animeront la scène de ces journées qui se dérouleront jusqu'à jeudi au rythme de la musique et de la danse Diwane.

A.B

ECRITS SUR LES MALADIES DU MONDE ANIMAL

QUI LES LIT VRAIMENT ?

(1^{re} PARTIE)

Il n'est pas inutile de rappeler que la gestion actuelle de la dermatose nodulaire bovine, cette affection parfaitement bénigne, semble demeurer à peu près aussi incomprise dans les exploitations agricoles... que dans certains ministères, tant les décisions imposées semblent régulièrement prises à partir de... rien. Hélène Banoun veut aider la profession, ainsi que ses pairs aux commandes. Sera-t-elle audible et lue, au-delà des notes que certains s'échangent confidentiellement et avec effroi ? Bonne lecture.

Par Hélène Banoun
In mondialisation.ca

Je me pose souvent cette question lorsque je consulte les documents officiels des autorités de santé : « Qui lit vraiment les publications scientifiques ? ». Depuis le début de la crise de la DNC (dermatose nodulaire contagieuse) en été 2025, nous avons pu constater les contradictions entre le discours officiel et l'état de la science (voir les articles que nous avons publiés sur BonSens. (1))

Le dernier cafouillage sur la vaccination et la revaccination des veaux (Vaccination des veaux contre la DNC : encore des cafouillages (2)) laisse suspecter que les experts n'ont pas toujours consulté rigoureusement la littérature scientifique avant d'adresser leurs recommandations au Ministère de l'agriculture.

Vaccination des veaux, le piège

Concernant la revaccination et la vaccination des veaux contre la DNC, on peut lire ceci dans une publication du GDS (Groupe de Défense Sanitaire) de la région Auvergne-Rhône-Alpes du 23 avril 2026 (3) : « De nouvelles études suggèrent que le système immunitaire des veaux est immature avant l'âge de 3 mois et que le vaccin administré aux jeunes veaux dès 2025 serait inefficace ».

De quelles « nouvelles » études s'agit-il ? Seraient-elles parues en 2026 après les décisions prises en 2025 ? Eh bien, non : il s'agit d'études anciennes, comme indiqué dans le rapport de l'ANSES du 20 mars 2026 rendu public seulement en avril (Dermatose nodulaire contagieuse : une maladie virale à surveiller de près, ANSES, 20 avril 2026, consulté le 29 avril 2026, Anses. (2026). Avis relatif à la durée de l'immunité post-vaccinale et la possible interférence immunitaire chez des animaux déjà vaccinés concernant la dermatose nodulaire contagieuse des bovins (DNC). (4,5 et 6))

À la fin mars 2026, les éleveurs ont reçu par SMS des alertes des GDS concernant un changement subit d'une règle de vaccination transmise aux vétérinaires : cette note demandait de revacciner les veaux vaccinés à l'automne 2025 et qui avaient moins de 3 mois au jour de leur vaccination. Les responsables des GDS étaient assez mécontents de cette décision de dernière minute prise par le Ministère le 24 mars au soir, car elle désorganisait leur plan de vaccination, et ils craignaient de manquer de doses de vaccins en raison de cette nouvelle « cible » vaccinale.

Cette nouvelle règle faisait suite au rapport de l'ANSES du 20 mars 2026 : le Ministère avait saisi en urgence



l'ANSES le 2 mars 2026 sur les modalités de vaccination et la durée de l'immunité post-vaccinale.

Si nous n'avions pas été habitués aux virages à 180° effectués sans vergogne lors de la gestion de la crise Covid, nous nous serions étonnés que le Ministère se soucie seulement en mars 2026 des conséquences de ses décisions de juin 2025 !

Immunité effective des veaux, le grand flou

Le désarroi des éleveurs était d'autant plus grand que certains avaient perdu beaucoup de veaux vaccinés à la naissance ou juste après en 2025. J'ai essayé de comprendre les causes de ce revirement et j'ai publié le 26 mars 2026 une note concernant la vaccination des veaux sur le blog de l'AIMSIB. Je n'avais pas connaissance du rapport de l'ANSES qui n'a été publié qu'en avril 2026. La raison de ce retard est inconnue !

– Dans mon texte je citais une étude de 2022 (Bazid) soulignant l'immaturité du système immunitaire des jeunes veaux et l'inefficacité du vaccin DNC administré à de trop jeunes animaux.

– L'ANSES cite dans son rapport une étude de 2001 sur l'immunologie néonatale des bovins (7), qui souligne également l'immaturité du système immunitaire des veaux à la naissance. En particulier, l'immunité cellulaire est absente à la naissance.

« L'ANSES considère donc que les veaux vaccinés à moins de trois mois ne sont pas correctement immunisés et constate l'absence d'étude et d'information quant à la capacité du système immunitaire de veaux âgés de moins de six mois à répondre à une vaccination contre le LSDV. »

Pourquoi s'en préoccuper seulement en mars 2026, alors que les préconisations de 2025 étaient de vacciner dès la naissance contre la DNC ? Les experts n'avaient-ils pas lu ces études en 2025 ?

À propos du type d'immunité protectrice, j'ajouterai que le fœtus de veau est capable de sécréter des anticorps contre le LSDV qui ne le protègent pas contre la maladie ; ce qui confirme que seule l'immunité cellulaire est protectrice (8). L'ANSES cite à ce propos l'étude Rouby de 2016 (9) : Un veau prématuré né de mère ayant été infectée par la DNC décède

de la maladie à 36 heures de vie. Pourtant les auteurs ont retrouvé des anticorps contre le LSDV dans le sang du veau ; et ces anticorps ont été sécrétés par le fœtus et ne résultent pas d'un passage transplacentaire. Ils ne sont pas suffisants pour protéger l'animal. En effet, les anticorps sont seulement un témoin de la rencontre avec un pathogène ; mais ils ne préjugent pas d'une immunité conférée.

Le doute s'installe

Là encore, on peut se demander si les experts lisent les études : dans le rapport de l'ANSES, ils citent en effet l'étude de Rouby en 2016 et aussi la méta-analyse de Bianchini en 2023 (10). Bianchini se contente de citer Rouby. Pourquoi le citer ? L'étude Rouby n'est pas en accès libre. Les experts l'ont-ils lue ? Si oui, pourquoi citer alors la méta-analyse ? C'est redondant, et cela peut donner l'impression au lecteur que deux études différentes sont arrivées à la même conclusion, alors que ce n'est pas le cas.

Les experts de l'ANSES craignent au printemps 2026 une résurgence de la maladie qui serait liée à plusieurs causes, dont la contamination par des animaux « incomplètement immunisés en 2025 et qui hébergeraient le virus sans signes cliniques ».

C'est une supposition assez étrange, puisqu'il est dit ensuite que cette persistance du virus peut durer au maximum 6 semaines : si ces animaux ont été vaccinés en 2025, il s'est écoulé bien plus de 6 semaines avant l'arrivée du printemps 2026 ?!

Dans le rapport de mars 2026, l'ANSES continue à affirmer que les animaux asymptomatiques sont contagieux.

J'ai déjà publié mes doutes sur cette interprétation des résultats des études de Sohler, Sanz-Bernardo et Haegeman. Revoir « L'essentiel sur les vaccins contre la DNC » (dermatose nodulaire contagieuse des bovins) par Hélène Banoun. (11)

Qui contaminerait qui ?

Pour moi, ces études ne montrent pas la contagiosité des animaux asymptomatiques et sont cohérentes avec l'étude de Sanz-Bernardo qui montre l'absence de transmission à partir des animaux sains. Je reprends

encore une fois ici mes critiques, car ces études servent de justification scientifique à l'abattage total des troupeaux lorsqu'un seul animal est malade.

H.B (à suivre...)

NOTES ET SOURCES

- (1) <https://bonsens.info/dossier-dermatose-nodulaire/>
- (2) <https://www.aimsib.org/2026/03/26/vaccination-des-veaux-contre-la-dnc-encore-des-cafouillages/>
- (3) <https://www.frgdsaura.fr/dnc-vacci>
- (4) <https://www.anses.fr/fr/content/dermatose-nodulaire-contagieuse-maladie-virale-bovine-a-surveiller>
- (5) <https://web.archive.org/web/20260429184520/https://www.anses.fr/fr/content/dermatose-nodulaire-contagieuse-maladie-virale-bovine-a-surveiller>
- (6) Saisine 2026-SA-0043. Maisons-Alfort : Anses, 22 p, 20 mars 2026, <https://www.anses.fr/system/files/SA-BA-2026-SA-0043.pdf>
- (7) Barrington GM, Parish SM. Bovine neonatal immunology. *Vet Clin North Am Food Anim Pract.* 2001 Nov;17(3):463-76. doi: 10.1016/s0749-0720(15)30001-3. PMID: 11692503; PMCID: PMC7135619.
- (8) Code terrestre WOA, 2024, <https://www.aphis.usda.gov/sites/default/files/chapter-3.4.12-lumpy-skin-disease.docx>
- (9) Rouby S, Aboulsoud E. Evidence of intrauterine transmission of lumpy skin disease virus. *Vet J.* 2016 Mar;209:193-5. doi: 10.1016/j.tvjl.2015.11.010. Epub 2015 Dec 2. PMID: 26831170. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/26831170/>
- (10) Bianchini, J.; Simons, X.; Humblet, M.-F.; Saegerman, C. Lumpy Skin Disease: A Systematic Review of Mode of Transmission, Risk of Emergence and Risk Entry Pathway. *Viruses* 2023, 15, 1622. <https://doi.org/10.3390/v15081622>
- (11) <https://bonsens.info/essentiel-sur-les-vaccins-contre-la-dnc-dermatose-nodulaire-contagieuse-des-bovins-par-helene-banoun/>

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LE SECRET DU MUR QUI PARLE

Dans un petit village du Burkina Faso, entouré de grands arbres et de champs dorés, vivait une fillette nommée Aïna.

Aïna aimait observer les maisons en terre décorées de son village. Les murs étaient remplis de signes mystérieux : des cercles, des triangles, des lignes qui semblaient raconter une histoire... mais laquelle ?

Un soir, alors que le soleil disparaissait lentement, Aïna s'approcha d'un vieux mur peint, plus ancien que tous les autres. On disait qu'il avait été construit par les ancêtres eux-mêmes. Curieuse, elle posa sa main dessus et murmura :

— Mur, dis-moi ton secret...

Soudain, un vent doux souffla... et une voix grave répondit :

— Chaque dessin que tu vois est une parole des anciens.

Aïna sursauta, mais elle n'avait pas peur.

— Que racontent-ils ? demanda-t-elle.

— Ils parlent de courage, de so-



lidarité et de respect, répondit le mur.

— Ce cercle, c'est la famille. Ce triangle, c'est la force. Et ces lignes... ce sont les chemins de la vie.

Aïna regardait attentivement. Elle comprenait peu à peu.

Le mur continua :

— Mais ces secrets ne vivent que si quelqu'un les transmet.

Le lendemain, Aïna courut voir

les anciens du village. Elle leur raconta tout.

Les anciens sourient.

— Tu as été choisie, dit l'un d'eux.

— À partir d'aujourd'hui, tu apprendras les signes et tu les transmettras aux autres enfants.

Les jours passèrent. Aïna apprit à peindre, à raconter, à danser. Elle devint une gardienne des traditions.

Et chaque fois qu'un enfant lui demandait :

— Que signifie ce dessin ?

Elle répondait avec un sourire :

— C'est l'histoire de qui nous sommes.

Morale de l'histoire :

Nos cultures sont comme des murs vivants : elles parlent... mais seulement à ceux qui prennent le temps d'écouter et de transmettre.

Origine : Burkina faso, Inspiré du Peuple Kalemse

Publié par choupibandita893 - sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, 25 avril 2026

LA SOURIS ET LE CRAPAUD



Il était une fois, dans un vaste marais verdoyant, deux amis inséparables : une souris vive et malicieuse, et un crapaud calme et réfléchi. La souris était capricieuse et aimait les sensations fortes. Non loin de leur demeure se dressait le nid d'un aigle redoutable. Chaque jour, par pur défi, la souris passait au pied de l'arbre, arrachait une brindille et s'enfuyait en riant. L'aigle, furieux, se lançait à sa poursuite, mais la petite souris, rapide et rusée, parvenait toujours à lui échapper. Fière de ses exploits, elle revenait raconter ses aventures au crapaud, tout sourire.

Mais le crapaud, inquiet, la mettait en garde :

— Un jour, ton jeu finira mal. On ne provoque pas impunément plus fort que soi.

La souris n'écoutait pas. Elle riait et promettait d'être prudente... sans jamais l'être vraiment.

Un matin, fidèle à son habitude, elle alla encore défier l'aigle. Elle prit une branche et s'enfuit aussitôt. Mais cette fois, le destin en décida autrement. Dans sa course effrénée, elle se prit la patte arrière dans un fil abandonné près du ma-

rais. Elle tira, se débattit, mais plus elle forçait, plus le fil se resserrait.

L'aigle, voyant sa proie empêtrée, descendit en planant, certain de son triomphe.

Affolée, la souris réussit à se traîner jusqu'à l'endroit où se trouvait le crapaud. Au lieu de le laisser à l'écart du danger, elle eut un geste désespéré et égoïste : pour ne pas mourir seule, elle attacha le crapaud à elle avec le fil qui la retenait. À cet instant, l'aigle fondit sur eux. D'un puissant coup de serres, il les saisit tous deux et s'envola vers le ciel.

Ce jour-là, l'aigle eut un double festin.

Dans son dernier souffle, le crapaud comprit une vérité amère : certains cherchent les ennuis par orgueil et entraînent les autres dans leur chute.

Morale :

Tous ceux qui se disent amis ne veillent pas sur toi. Méfie-toi de ceux qui jouent avec le danger, car ils peuvent t'y entraîner avec eux.

Publié par choupibandita893 - sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, 30 avril 2026

LA SAGESSE DU CAMÉLÉON

Dans une savane brûlée par le soleil d'Afrique, vivait un caméléon nommé Sakou.

Il ne courait pas.

Il ne se pressait pas.

Il ne cherchait pas à impressionner.

Il marchait lentement... mais il regardait tout.

Les animaux se moquaient de lui.

— « Tu n'arriveras jamais à destination ! »

criait la gazelle.

— « Même le vent va plus vite que toi ! »

riaient le singe.

Sakou ne répondait pas.

Il avançait... un pas après l'autre.

Car il savait une chose que les autres ignoraient :

Celui qui va lentement voit les dangers avant qu'ils ne surgissent.

Une terrible sécheresse frappa la terre.

Les rivières s'asséchèrent.

La peur entra dans le cœur des animaux.

Ils se mirent tous à courir dans tous les sens.

La gazelle courait sans réfléchir.

Le singe sautait affolé.

Même le lion perdit sa tranquillité.

Mais Sakou... ne courut pas.

Il observa les traces anciennes.

Il suivit les odeurs du vent.

Il avança lentement vers une vallée oubliée.

Après plusieurs jours, il découvrit une source cachée sous les pierres.

Il s'y installa calmement.

Épuisés, assoiffés et humiliés par leur propre précipitation, les animaux arrivèrent enfin dans la vallée.

Ils virent Sakou, paisible.

La gazelle baissa la tête.

— « Comment as-tu trouvé l'eau avant nous ? »

Le caméléon répondit doucement :

> « Celui qui court voit la poussière.

Celui qui marche voit le chemin. »

Un silence lourd tomba sur la savane.

Ce jour-là, les animaux comprirent une grande vérité :

La lenteur n'est pas faiblesse.

La patience est une force invisible.

Parole de sagesse - Les Contes d'Afrique :

Ne méprise jamais celui qui avance doucement.

Car pendant que tu cours pour impressionner...

lui marche pour réussir.

Publié par choupibandita893 - sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, 13 avril 2026





Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:58	12:44	16:31	19:43	21:19

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA SUPERVISE EN 3^E RÉGION MILITAIRE UN EXERCICE TACTIQUE AVEC MUNITIONS RÉELLES

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a supervisé, mercredi, en 3^{ème} Région militaire, l'exécution d'un exercice tactique interforces avec munitions réelles "Fakhr 2026", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Au deuxième jour de sa visite en 3^{ème} Région militaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a supervisé ce mercredi 13 mai 2026, un exercice tactique interforces avec munitions réelles "Fakhr 2026", exécuté par la 40^{ème} division d'Infanterie mécanisée, appuyé par des unités des différentes Forces et Armes", précise la même source.

A l'entame de cette activité, le Général d'Armée a suivi un exposé présenté par le Commandant de la 3^e Région militaire et le Commandant de la 40^{ème} division d'infanterie mécanisée, portant sur l'idée générale de l'exercice tactique, les étapes de son exécution et ses objectifs.

Au champ de tir et de manœuvres de Hammaquir, le Général d'Armée a suivi, en compagnie du Commandant de la 3^{ème} Région militaire, les actions de combat exécutées par les unités engagées.

"Ces actions se sont caractérisées, durant toutes les phases, par un professionnalisme et un niveau tactique et opérationnel élevés. Elles ont confirmé, une fois de plus, les capacités



de combat des personnels et des commandements à tous les niveaux, notamment en termes d'exploitation optimale du terrain, de coordination étroite entre les différentes unités participantes, auxquelles s'ajoute la grande compétence des cadres en matière de montage, de conduite et de

coordination des actions de combat, ainsi que le savoir-faire et la maîtrise, par les personnels, des différents systèmes d'armes et équipements mis à disposition", poursuit le communiqué.

"Les résultats de cet exercice étaient très satisfaisants, traduits par la précision des tirs aux différentes armes, ainsi que

le strict respect des plans et des timings arrêtés", note la même source.

A l'issue, le Général d'Armée Chanegriha a rencontré les personnels des unités ayant participé à cet exercice, qui était "une réussite à tous les niveaux, tant de planification, de préparation que d'exécution, reflétant par la même le niveau de préparation des cadres et des personnels, et le potentiel de compétences que recèlent les commandements et les états-majors".

Il a félicité les cadres et les unités participantes pour les efforts consentis tout au long de l'année de préparation au combat 2025/2026, en soulignant "sa volonté de ne lésiner sur aucun effort pour garantir la promotion et le développement de toutes les composantes de l'ANP, de manière à rassurer le peuple algérien et renforcer sa confiance en le présent et l'avenir de son pays".

A l'issue, le Général d'Armée Chanegriha a passé en revue les unités de la 40^{ème} division d'infanterie mécanisée et les formations ayant participé à cet exercice, conclut le communiqué du MDN.

RA

LU DANS L'ÉDITO DE LA REVUE EL DJEÏCH DU MOIS DE MAI

L'ALGÉRIE NOUVELLE NE CESSE DE CUMULER LES SUCCÈS DANS LA BATAILLE DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL

La revue El Djeïch a mis en avant, dans son éditorial du mois de mai en cours, les succès réalisés par l'Algérie nouvelle, particulièrement dans la bataille du développement national ainsi que dans l'acquisition de la confiance des Algériens, soulignant que la préservation de ces acquis nécessite la conjugaison des efforts de tous les Algériens et leur ralliement autour de l'intérêt suprême de la patrie.

Sous le titre "Bâtir l'immunité économique et renforcer les facteurs de souveraineté", l'Editorial d'El Djeïch s'est arrêté sur la commémoration la Journée nationale de la mémoire qui coïncide avec le 81^{ème} anniversaire des massacres du 8 mai 1945, qui ont incarné "la brutalité et la sauvagerie du colonisateur français barbare", mais aussi "la détermination et de la volonté inébranlable du peuple algérien de faire face aux forces de la tyrannie et de l'injustice, ainsi que sa disponibilité à consentir le sacrifice suprême pour la liberté et pour s'affranchir des chaînes de l'oppression et de l'esclavage".

La revue rappelle que cet événement sanglant fut la mèche qui allait allumer la flamme de la glorieuse Révolution de Novembre, ajoutant que cette épopée éternelle "restera à jamais notre source d'inspiration et illuminera notre parcours sur la voie du développement et de la prospérité, dans une Algérie nouvelle souveraine et victorieuse, poursuivant son chemin en toute confiance à la conquête de nouveaux succès, nonobstant les obstacles et les défis, grâce à ses enfants loyaux, à la sincérité des intentions, à la détermination des hommes, à la conscience quant à la grandeur de cette noble mission et au poids de la responsabilité".

Elle a affirmé, à ce propos, que "l'Algérie nouvelle n'a de cesse de cumuler les succès, particulièrement dans la bataille du développement national ainsi qu'en matière d'acquisition de la confiance des Algériens, au gré des profondes transformations qu'ils ont constatées à tous les niveaux, notamment dans le domaine économique" qui connaît "un dynamisme sans précédent dans tous les secteurs, citant en exemple les secteurs des mines, de l'industrie, de l'agriculture, de l'habitat et des transports ainsi que des start-up qui connaissent un rythme accéléré grâce au lancement de grands projets stratégiques, dont certains sont entrés en service pendant que d'autres seront très prochainement réceptionnés".

En conséquence, l'économie nationale connaît "une croissance exponentielle, de l'avis même des différentes institutions financières et économiques internationales, et ce, grâce aux mesures et réformes économiques engagées, qui ont permis sa relance", note la même source.

Pour El Djeïch, il s'agit d'une économie qui "aspire à franchir de nouveaux paliers et à se défaire des politiques rentières pour s'orienter, à pas sûrs, vers une économie émergente". Une démarche réaffirmée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, qui avait déclaré que l'Algérie "relève aujourd'hui le défi en renforçant son immunité économique et en confortant les remparts de sa souveraineté dans une conjoncture régionale et internationale erratique".

L'Editorial ajoute que "le pays a tracé sa voie en plaçant au sommet de ses priorités la consolidation des capacités de l'économie nationale, à travers de grandes réalisations structurantes et intégrées, dans le cadre d'un projet de développement stratégique multidimensionnel aux grandes ambitions", qui se matérialise sur le terrain "grâce aux volontés nationales sincères qui, joignant leurs efforts, veillent sur les intérêts de l'Etat, tout en étant au service du peuple, partant de leur foi en une Algérie victorieuse par la participation de tous où se réalisent les aspirations des Algériennes et des Algériens".

Il estime, par ailleurs, que les différentes réalisations et acquis "confirment la volonté et la détermination politique d'édifier une économie forte, équilibrée et durable qui réponde aux aspirations du peuple algérien et renforce la position de l'Algérie en tant qu'acteur influent en Afrique, en Méditerranée et dans le monde".

Cette position, poursuit la même source, "a fait que notre pays soit devenu une destination privilégiée pour de nombreux chefs d'Etat et délégations étrangères civiles et militaires de haut niveau de différentes régions du monde", ce qui traduit "la confiance dont il jouit en tant que force de paix et de stabilité, mais aussi en tant que partenaire efficace et fiable pour relever les défis divers et pour faire face aux menaces à la sécurité et la stabilité tant à l'échelle régionale qu'internationale, particulièrement le fléau terroriste et le crime organisé sous toutes ses formes, dans un contexte géopolitique mondial instable caractérisé par des changements profonds dans les

équilibres internationaux et un environnement extrêmement complexe", selon la publication.

El Djeïchi indique, également, que parallèlement aux efforts déployés par l'ensemble des institutions étatiques, l'Armée nationale populaire poursuit ses efforts visant à "renforcer et rehausser son niveau de préparation opérationnelle en investissant dans le facteur humain et en modernisant ses équipements et ses différentes composantes".

"Par cela, elle lui détiendra en permanence la capacité de faire face à toutes les formes de menaces actuelles et futures et à immuniser notre pays contre tous les dangers", comme l'avait souligné le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire", en déclarant "désormais, la position des Etats ne repose plus sur les gloires du passé, mais dépend de leur capacité à renforcer, de manière continue, les potentiels géostratégiques et systémiques de l'Etat, à consolider leur résilience populaire et économique, ainsi qu'à adapter leurs systèmes de défense et à développer leurs capacités scientifiques et technologiques".

Dans ce cadre, "l'anticipation dans la planification, la flexibilité dans la prise de décision et la capacité à mobiliser les ressources de l'Etat et ses atouts comparatifs constituent des garants essentiels de sa présence active dans un monde instable et en perpétuel changement", comme l'avait relevé le général d'Armée Chanegriha.

En conclusion, l'Editorial assure que "le peuple algérien a pleinement conscience que la préservation des acquis et le parachèvement du projet de renaissance nationale nécessitent la mobilisation et la conjugaison des efforts de tous les Algériens et leur ralliement autour de l'intérêt suprême de la Patrie. Tout comme il existe une conscience nationale des menées et complots ourdis, secrètement et au grand jour, contre notre pays, faits d'intrigues et de plans malveillants ainsi qu'une détermination sans faille à préserver le legs de nos glorieux ancêtres et de poursuivre le chemin avec assurance, fermeté, vigilance et détermination vers un avenir prospère pour une Algérie qui bâtit sa force de ses propres mains et impose sa présence par sa propre volonté".

RA